



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8690^e séance

Mercredi 18 décembre 2019, à 10 heures
New York

Président : M^{me} Craft/M. Barkin (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Afrique du Sud	M. Van Shalkwyk
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Velásquez
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Trullols Yabra
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016)
du Conseil de sécurité (S/2019/938)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité (S/2019/938)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant d'Israël à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Nickolay Mladenov, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, et M^{me} Adele Raemer.

M^{me} Raemer participe à la présente séance par visioconférence depuis Tel Aviv.

Je propose que le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique établie à cet égard.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/938, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au Coordonnateur spécial, M. Mladenov.

M. Mladenov (*parle en anglais*) : Au nom du Secrétaire général, je vais consacrer mon exposé régulier sur la situation au Moyen-Orient à la présentation du douzième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité (S/2019/938). Le rapport couvre la période allant du 12 septembre au 6 décembre 2019. Étant donné que les membres ont déjà reçu le rapport écrit, je présenterai aujourd'hui un bref résumé des faits relatifs aux

dispositions de la résolution qui se sont produits après la soumission du rapport au Conseil.

Comme l'explique le rapport, aucune mesure n'a été prise au cours de la période considérée pour « arrête[r] ... toutes [l]es activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est », comme l'exige le Conseil au paragraphe 2 de la résolution.

Les démolitions et saisies de structures appartenant à des Palestiniens se sont par ailleurs poursuivies dans toute la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est. Depuis le 6 décembre, huit structures supplémentaires ont été démolies ou saisies par les autorités israéliennes, provoquant le déplacement d'une vingtaine de personnes.

À son paragraphe 6, la résolution 2334 (2016) demande également « que des mesures immédiates soient prises pour prévenir tous les actes de violence visant des civils ». Malheureusement, la violence s'est poursuivie, même durant les quelques jours qui se sont écoulés depuis la soumission du rapport. En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, 16 Palestiniens ont été blessés lors de plusieurs incidents, notamment des affrontements avec les forces de sécurité israéliennes durant des manifestations, des opérations de sécurité, des attaques de colons et d'autres incidents depuis la fin de la période considérée.

Les manifestations le long de la clôture d'enceinte de Gaza se sont également poursuivies. Si la plupart des manifestations sont restées relativement pacifiques, certains manifestants se sont livrés à des actes violents. En réponse, les Forces de défense israéliennes (FDI) ont utilisé des moyens antiémeutes et ont tiré à balles réelles, faisant 38 blessés. Le 17 décembre, un Palestinien a été tué par un drone israélien alors qu'il approchait de la clôture d'enceinte. Selon les FDI, l'homme était armé. Trois roquettes ont également été tirées par des militants de Gaza en direction d'Israël, ne faisant aucun blessé.

Le 9 décembre, des assaillants ont crevé les pneus de plus de 160 voitures palestiniennes dans le quartier de Chouafat, à Jérusalem-Est, et ont peint des graffiti anti-arabes. D'autres véhicules ont été vandalisés ou incendiés dans deux villages à Bethléem et dans deux autres villages à Ramallah. La police israélienne a ouvert une enquête sur l'incident de Chouafat.

Plusieurs dizaines d'activistes israéliens membres du forum Tag Meir se sont rendus dans le quartier de Chouafat à la suite de cette attaque pour exprimer leur rejet de la violence et leur solidarité avec les résidents de

Chouafat. Ils ont été accueillis par Hussein et Suha Abu Khdeir, dont le fils Mohammed a été assassiné durant une attaque terroriste en 2014.

Le paragraphe 7 de la résolution 2334 (2016) appelle les parties à « s'abstenir de tout acte de provocation et d'incitation à la violence et de toute déclaration incendiaire ». Malheureusement, ces actes et ces déclarations se poursuivent. La résolution réitère également les appels du Quatuor pour le Moyen-Orient à adopter immédiatement des mesures énergiques afin d'inverser les tendances négatives sur le terrain, qui mettent en péril la solution des deux États.

Ces dernières semaines, l'ONU a continué de collaborer étroitement avec de hauts responsables palestiniens et différentes factions pour organiser des élections ouvertes à tous dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé. Pour préparer d'éventuelles élections législatives et présidentielle en 2020, et pour répondre à la demande d'assistance technique faite par la Commission électorale centrale de l'État de Palestine, l'ONU a déployé, en début de semaine, une mission d'évaluation des besoins électoraux sur le Territoire palestinien occupé. Le 10 décembre, l'Autorité palestinienne a annoncé qu'elle avait officiellement demandé à Israël d'autoriser les résidents palestiniens de Jérusalem-Est à participer à d'éventuelles élections présidentielle et législatives.

Je voudrais à présent me concentrer sur certaines des observations faites concernant la mise en œuvre des dispositions de la résolution 2334 (2016). Au cours des trois années écoulées depuis que le Conseil a adopté la résolution, des plans ont été proposés ou approuvés pour plus de 22 000 logements dans les colonies de Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est. Des appels d'offres ont été lancés pour quelque 8 000 logements. Ces chiffres devraient susciter une grave inquiétude chez ceux qui continuent d'appuyer la création d'un État palestinien indépendant et viable aux côtés d'Israël. La résolution 2334 (2016) affirme clairement que la création par Israël de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable. L'établissement de colonies doit donc cesser immédiatement et intégralement.

La poursuite des démolitions et confiscations de structures palestiniennes, y compris celles érigées

dans le cadre de projets humanitaires financés par la communauté internationale, est elle aussi très préoccupante. Cette pratique n'est pas conforme au droit international humanitaire et elle doit prendre fin. Les populations touchées doivent être dûment indemnisées pour les dommages subis. De même, le grand nombre de foyers palestiniens à Jérusalem-Est faisant l'objet d'une procédure d'expulsion est alarmant. En tant que Puissance occupante, Israël doit respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire.

Je reste gravement préoccupé par la persistance des violences, des attentats terroristes perpétrés contre des civils et des discours d'incitation à la violence qui accentuent grandement la méfiance entre les Israéliens et les Palestiniens et qui sont fondamentalement incompatibles avec un règlement pacifique du conflit. Les tirs aveugles de roquettes et de mortiers contre les centres de population civile israéliens sont interdits par le droit international humanitaire et les militants palestiniens doivent cesser immédiatement cette pratique.

Les conditions de sécurité à Gaza demeurent très précaires. L'emploi de la force par Israël, à proximité de la clôture de sécurité à Gaza, et le nombre de Palestiniens tués ou blessés demeurent également une source de grande préoccupation. Les forces de sécurité doivent faire preuve de la plus grande retenue et n'avoir recours à la force meurtrière que si celle-ci est absolument nécessaire, face à une menace imminente de mort ou de blessure grave. Le Hamas doit mettre fin aux tirs de roquettes et veiller à ce que les manifestations restent pacifiques. Les enfants ne doivent jamais être la cible de violences, ni être utilisés ou mis en danger.

Les informations faisant état de la hausse des attaques et des faits de harcèlement que commettraient les colons sont très préoccupantes, notamment pendant la saison de la récolte des olives et à Hébron. De nouvelles mesures doivent être prises pour qu'Israël s'acquitte de son obligation de protéger les civils palestiniens de la violence, y compris celle perpétrée par des colons, d'enquêter sur ces attaques et d'en traduire les auteurs en justice.

Les discours provocateurs et incendiaires tenus pendant la période considérée ont continué d'exacerber les divisions et d'alimenter la méfiance entre Israéliens et Palestiniens. Les dirigeants et les responsables doivent donner le ton et favoriser la tolérance et un dialogue accru.

Jesuis particulièrement choqué par les déclarations racistes et incendiaires qui visent à semer la peur et la haine parmi la population et j'appelle tous les États Membres à se joindre à l'ONU pour les condamner. Il est à regretter que les déclarations concernant l'annexion possible de la vallée du Jourdain et d'autres parties de la Cisjordanie continuent elles aussi. De telles mesures, si elles étaient appliquées, constitueraient une violation grave du droit international et seraient désastreuses pour la concrétisation de la solution des deux États et les perspectives de paix.

Le mois de septembre a marqué le premier anniversaire de l'application de l'ensemble des mesures humanitaires et économiques urgentes pour Gaza définies par l'ONU. Grâce aux efforts déployés à ce jour, des résultats notables ont été obtenus, mais la situation demeure très fragile. Les risques en matière de sécurité sont légion, les restrictions à la circulation et à l'accès demeurent lourdes et on ne constate aucun progrès sur la voie de l'unité intra-palestinienne. Les fonds issus des investissements effectués jusqu'ici grâce aux efforts déployés par l'ONU seront partiellement épuisés le 31 décembre. Faute de financements supplémentaires et d'un engagement durable de la part d'Israël et de l'État de Palestine, Gaza risque, une fois de plus, de se retrouver au bord de l'effondrement. Les enjeux sont trop élevés pour permettre que cela se produise, et toutes les parties prenantes doivent agir pour empêcher que la crise actuelle à Gaza ne s'envenime encore.

Aucun appui d'ordre humanitaire ou économique ne réglera à lui seul la situation à Gaza ou, plus globalement, le conflit. La solution sera fondamentalement politique. Tout en tenant compte de ses préoccupations légitimes en matière de sécurité, j'exhorte Israël à assouplir et, à terme, à lever les restrictions qu'il impose à la circulation des biens et des personnes à destination et en provenance de Gaza. Ce n'est qu'en levant complètement les blocages, conformément à la résolution 1860 (2009), qu'on pourra espérer endiguer durablement la crise humanitaire. Il est également crucial de mettre fin à la montée en puissance des éléments radicaux à Gaza et aux menaces constantes de tirs de roquettes, et de réunir Gaza et la Cisjordanie sous une autorité nationale palestinienne unique et légitime, conformément aux recommandations du Quatuor dans son rapport de 2016 sur le Moyen-Orient (S/2016/595, annexe).

Dans ce contexte, il est essentiel que se poursuivent les importants efforts de réconciliation

intra-palestinienne menés par l'Égypte, que l'ONU appuie fermement. L'ONU continue avec détermination à appuyer les efforts de l'Égypte à cet égard, et j'appelle l'ensemble des factions palestiniennes à tout mettre en œuvre pour promouvoir l'unité palestinienne.

Je me félicite des discussions en cours sur la tenue d'élections générales palestiniennes. Si elles se matérialisent, il s'agira des premières élections palestiniennes depuis 2006, ce qui conférera une légitimité renouvelée aux institutions nationales. La communauté internationale doit appuyer ce processus.

Comme je l'ai souligné dans mon précédent exposé devant le Conseil (voir S/PV.8669), trois points doivent absolument être respectés pour assurer la crédibilité des élections : premièrement, les élections doivent être organisées sur l'ensemble du Territoire palestinien occupé, à savoir en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et à Gaza, conformément à la Loi fondamentale palestinienne, au droit électoral et aux meilleures pratiques internationales; deuxièmement, il faut organiser des élections législatives et présidentielle dans des délais raisonnables et clairement définis; et troisièmement, un vaste accord intra-palestinien doit être conclu sur les modalités de la tenue des élections.

Les Palestiniens sont privés de leur droit de vote démocratique depuis trop longtemps. J'espère que le Président palestinien publiera très bientôt un décret fixant la date des élections législatives et présidentielle, et qu'Israël autorisera le scrutin à Jérusalem-Est.

Nonobstant l'accord partiel conclu le 3 octobre entre Israël et l'Autorité palestinienne au sujet des recettes fiscales et douanières, il demeure indispensable que les deux parties mènent un dialogue constructif pour rétablir intégralement les transferts des recettes, conformément au Protocole de Paris relatif aux relations économiques.

La santé financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ne cesse malheureusement de se dégrader elle aussi. Il est essentiel que les contributions annoncées soient versées de toute urgence pour que l'Office puisse poursuivre ses activités jusqu'à la fin de l'année.

JedemandeégalementauxÉtatsMembresd'appuyer le Plan d'intervention humanitaire 2020 concernant le territoire palestinien occupé, lancé le 11 décembre. Le Plan a besoin d'environ 348 millions de dollars pour assurer l'alimentation de base, la protection, les soins

de santé, les abris, l'eau et les installations sanitaires de quelque 1,5 million de Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

Ce mois marque le troisième anniversaire de l'adoption de la résolution 2334 (2016). Depuis cette adoption, la situation sur le terrain n'a fait qu'empirer. Les colonies de peuplement se sont nettement étendues, les démolitions se sont accélérées, les actes de violence et d'incitation à la violence se sont poursuivis, les perspectives d'unité intra-palestinienne restent lointaines et aucune négociation crédible n'a encore été lancée. Je demeure très préoccupé par l'absence tenace de progrès vers la fin de l'occupation et la réalisation d'une solution négociée prévoyant deux États. Comme je l'ai toujours dit, il ne suffit pas d'appeler à renouveler nos efforts collectifs dans ce sens. Il nous faut prendre des mesures concrètes.

Si les parties ne s'engagent pas de nouveau à trouver des mesures concrètes pour faire de véritables progrès politiques et si la communauté internationale ne fait rien non plus en ce sens, la situation ne pourra qu'empirer. Le conflit israélo-palestinien se trouve dans une phase fragile : l'occupation s'intensifie, la situation politique est on ne peut plus incertaine et la volatilité des dynamiques régionales accentue encore le risque de déstabilisation.

Une fois de plus, j'engage les dirigeants de toutes les parties à prendre des mesures concrètes, avec toute la volonté politique nécessaire, pour mettre fin à l'occupation et instaurer une paix durable, avec pour résultat deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte et en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et ayant tous deux Jérusalem pour capitale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mladenov de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Raemer.

M^{me} Raemer (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir invitée à prendre la parole au Conseil de sécurité aujourd'hui. C'est un insigne honneur pour moi et, bien que je m'adresse au Conseil au nom des habitants de la région israélienne d'Eshkol, située le long de la frontière avec Gaza, mes vues et mes opinions n'engagent que moi et reflètent mon expérience personnelle de la vie dans le kibboutz de Nirim, à la frontière avec la bande de Gaza, depuis 1975.

Quelqu'un ici a-t-il déjà dû littéralement courir pour sauver sa vie? Lorsque j'entends retentir le son de l'alerte rouge du système d'alerte rapide qui signale l'arrivée de roquettes, je sais que j'ai entre cinq à 10 secondes pour me réfugier dans un endroit sûr, peu importe où je me trouve dans ma petite maison. Si je suis dans la cuisine, il me faut trois secondes en courant pour aller m'abriter dans la pièce sécurisée de ma maison. Si je suis sous la douche, je n'ai pas de chance. Il m'est impossible de sortir et de rejoindre ma pièce sécurisée sans glisser avant que la roquette ne s'écrase. Si je promène mes chiens, je me jette à terre le long d'un mur ou je m'allonge, où que je me trouve, en couvrant ma tête et en espérant que ce qui tombe ne tombera pas trop près de moi.

Jusqu'à il y a deux ans, nous n'avions pas le système Dôme d'acier pour nous protéger. Nous l'avons désormais, mais il présente ses propres dangers, à savoir des chutes de débris mortels lorsque les roquettes sont interceptées. Chaque sirène signifie que quelque chose va exploser dans les environs, que ce soit une roquette qui s'écrase ou qui est interceptée, et, pendant les 11 séries d'intenses tirs de roquettes qui nous ont visés ces 18 derniers mois, les alertes étaient déclenchées plusieurs fois par jour. Mille huit cents roquettes ont été tirées sur nos communautés dans la seule région d'Eshkol pendant cette période – 1 800. Que feraient les membres du Conseil ici présents si autant de projectiles étaient lancés par-dessus la frontière de leur pays?

Le 26 août 2014 au matin, jour qui allait marquer la fin de la dernière grande opération, l'opération Bordure protectrice, ma chambre a été recouverte d'éclats d'obus mortels provenant d'un mortier qui avait explosé juste devant chez moi et brisé les murs de ma maison. Notre village tout entier s'est retrouvé sans électricité du fait de cette attaque, qui aurait pu me tuer si j'avais été dans ma chambre, et non dans la pièce sécurisée. Et me voilà, cinq ans et demi après cet été sanglant, devant cette grande instance internationale, et rien n'a changé, au contraire, les choses ont empiré.

Ma communauté était un paradis pour élever ses enfants quand les miens grandissaient, mais aujourd'hui, quand mes deux petites-filles s'amusent dans le jardin, je n'ai plus le même sentiment de sécurité qu'à l'époque. Pas plus tard que la semaine dernière, j'étais avec le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies, Danny Danon – et peut-être d'autres personnes ici présentes aujourd'hui – dans les entrailles d'un tunnel terroriste aujourd'hui neutralisé, situé à

seulement cinq minutes de chez moi. Ce tunnel, sinistre et terrifiant, abritait une infrastructure complexe de communications et un réseau électrique créés dans le seul but de tuer.

Les membres du Conseil peuvent-ils imaginer ce que ressentent nos enfants à l'idée que des terroristes puissent surgir à tout moment d'un tunnel creusé sous leur village? Grâce à la technologie, cette menace sera bientôt éliminée, mais il y en a d'autres menaces qui planent sur nos vies dans notre village, que nous nous plaisions à qualifier de « paradis à 95 % et d'enfer à 5 % ».

Ces deux dernières années, le Hamas a organisé chaque semaine des émeutes le long de la frontière, après la prière du vendredi. La Grande Marche du retour n'est en réalité qu'émeutes hebdomadaires violentes, pendant lesquelles des cocktails Molotov et des grenades sont lancés, la clôture frontalière est endommagée et des personnes tentent de la franchir. La situation dégénère souvent : certains émeutiers sont tués et des roquettes sont tirées en guise de représailles.

Tous les vendredis, au lieu de nous préparer tranquillement à célébrer le Shabbat, comme le font la plupart des Juifs à travers le monde, nous, à la frontière, nous nous préparons à une éventuelle escalade de la violence et aux tirs de roquettes. En fait, nous ne savons jamais quand nous allons nous réveiller et voir notre vie suspendue, les routes et les écoles fermées pendant un ou deux jours, voire plus, en raison des tirs de roquettes et de mortiers. Pas plus tard qu'hier soir, les habitants de ma communauté ont été mis en état d'alerte lorsque les Forces de défense israéliennes (FDI) ont tué un nouveau terroriste armé qui tentait de franchir la clôture et de s'infiltrer Israël à travers les champs, comme le Coordonnateur spécial Nickolay Mladenov l'a indiqué tout à l'heure.

Ces deux dernières années, nous avons également dû faire face à une nouvelle menace : des ballons, cerfs-volants et drones auxquels sont attachés des charbons ardents et des explosifs incendiaires qui explosent au-dessus de nos têtes ou brûlent nos cultures. Ils ont brûlé 35 kilomètres carrés de champs, de forêts et de réserves naturelles, ce qui revient à brûler un peu plus de la moitié de l'île de Manhattan. Des ballons attachés à des livres et à des jouets explosifs piégés sont envoyés. Au cours des deux dernières années, 17 nouveaux tunnels terroristes ont été creusés sous la frontière, puis découverts et neutralisés.

Cela a eu pour résultat que le nombre de personnes ayant besoin d'un soutien psychologique a augmenté de 231 % dans notre région au cours des cinq dernières années, depuis le lancement de l'opération Bordure protectrice. Plus de la moitié d'entre elles sont des enfants. Pourtant, en dépit de cela et contre toute attente et *a priori* toute logique, notre région continue de croître et de prospérer. Notre paradis à 95 % dispose d'un système éducatif reconnu et récompensé, met en place des projets agricoles novateurs et regorge de magnifiques étendues désertiques, où fleurissent des coquelicots rouges à la fin de l'hiver. Tout cela, à quoi s'ajoute un fort sentiment de fierté communautaire, encourage les jeunes familles à venir s'installer ici, malgré les problèmes existants.

Tous les habitants de notre région, tant du côté israélien que du côté gazaoui, sont les otages du Hamas – certains de manière moins figurée que nous. Je veux parler des deux citoyens israéliens détenus à Gaza et des corps des deux soldats morts au combat, Hadar Goldin et Oron Shaul. À 11 reprises ces deux dernières années, j'ai été l'otage des roquettes du Hamas. Ma vie a été mise en sursis; mon travail, mes habitudes et mes projets suspendus. Le Hamas est le seul à décider quand il y aura un cessez-le-feu. Aujourd'hui encore, il choisit de creuser des tunnels de la terreur, au lieu de construire des bâtiments pour abriter la population ou des usines pour stimuler l'industrie. Il maintient la population en situation de pauvreté et de chômage en gardant pour lui les fonds versés par la communauté internationale, au lieu de les remettre aux personnes à qui cette aide est destinée, à savoir les citoyens. Heureusement pour moi, Israël construit des pièces sécurisées pour protéger ses citoyens. Chaque logement situé à moins de 7 kilomètres de la frontière dispose d'une pièce hautement sécurisée qui résiste aux roquettes et a été construite aux frais du Gouvernement israélien. Le Hamas, lui, construit des pièces sécurisées mais pour protéger ses armes. Le Hamas transporte les Gazaouites, y compris les femmes et les enfants, à la frontière, au beau milieu des émeutes, pour qu'ils y perdent la vie ou un membre. Il tire des roquettes sur les communautés civiles israéliennes, y compris la mienne, depuis les écoles, les mosquées et les maisons, sachant pertinemment que les FDI hésitent à riposter dans les zones où se trouvent des civils innocents, de peur de les blesser.

Je sais que les Gazaouites ne sont pas tous membres du Hamas. Je sais que la plupart d'entre eux veulent les mêmes choses que moi : de la nourriture sur leurs tables et la sécurité et un horizon d'espoir pour leurs enfants.

Je sais que cet horizon est possible, parce que je suis personnellement en contact avec des Gazaouites qui veulent élever leurs enfants en leur inculquant l'idée que leurs espoirs et leurs réalités peuvent être différents. Je sais qu'il est possible, parce que j'ai parlé avec des Gazaouites et que j'ai récemment travaillé avec eux sur des projets d'éducation pour lesquels ils risquent leur vie. J'ai même eu l'occasion de serrer dans mes bras une femme de Gaza qui vit de l'autre côté de la frontière, jouxtant ma maison, il y a deux semaines à peine, ici même à Tel-Aviv, alors que je participais au séminaire sur le leadership féminin, organisé par l'Initiative de Genève.

En fait, ce n'est qu'une simple barrière qui nous sépare. Nous savons tous que Gaza et le Néguev occidental se reflètent l'un l'autre, qu'ils ont le même climat, la même faune et la même flore. Une barrière frontalière peut empêcher les gens d'entrer ou de sortir, mais elle ne peut pas arrêter la pollution qui, en raison de l'effondrement du système d'égouts à Gaza dans le sillage des conflits de ces dernières années et de l'incurie du Hamas s'agissant des infrastructures civiles, menace les deux aquifères sous-marins approvisionnant en eau les deux côtés de la frontière.

En préparation de cette séance, j'ai parlé avec notre maire, M. Gadi Yarkoni, qui a perdu ses deux jambes lors d'une des attaques à la roquette le dernier jour de l'opération Bordure protectrice. M. Yarkoni m'a dit qu'il savait très bien que la seule solution pour nous était de cohabiter. Il m'a dit que lui et les autres maires de la région avaient fait des offres de paix, de coopération et de collaboration. Je lui ai demandé comment ils l'avaient fait. C'est alors qu'il m'a parlé des projets de construction d'une centrale électrique pour fournir de l'électricité à Gaza, avec le soutien d'investisseurs arabes et européens. Il a également décrit les plans d'une autre collaboration pour répondre aux besoins des Gazaouites : une usine de traitement des eaux usées à Gaza, pour les transformer en électricité, parce que les Gazaouites n'ont pas d'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en raison des luttes intestines entre le Fatah et le Hamas. Les habitants de notre région d'Israël savent que si nous voulons vivre une vie de bonne qualité, si nous voulons que notre région s'épanouisse et prospère, nous devons veiller à ce que nos voisins puissent eux aussi s'épanouir et prospérer.

Je vis dans l'ombre de la menace de roquettes et d'attaques par les tunnels, et je ne sais que trop bien que tant que les Gazaouites n'auront pas de raisons de vivre,

ils n'auront que des raisons de mourir. Je comprends que tant que le taux de chômage ne diminuera pas et que leur capacité de nourrir leurs familles ne s'améliorera pas, notre sécurité restera compromise. Je ne doute pas que tant que les Palestiniens de Gaza ne pourront pas construire des logements, ils continueront à construire des tunnels et des roquettes et que tant qu'ils ne pourront pas élever leurs enfants dans des maisons plutôt que dans les décombres du conflit, ils élèveront une nouvelle génération biberonnée à la haine d'Israël, et mes petits-enfants ne pourront pas jouer dehors sans que leur mère s'inquiète d'entendre à tout moment une sirène.

La coexistence commence par l'éducation et le sens des responsabilités. Je considère qu'il incombe au Hamas de trouver un moyen de cesser d'investir dans le terrorisme et l'incitation à la haine, et de commencer à faire des choix qui permettront à la population de Gaza de prospérer. Je demande à mon gouvernement et aux dirigeants côté palestinien de s'asseoir à la table des négociations pour parvenir à un accord politique à long terme. J'appelle les pays du monde et leurs représentants, les membres du Conseil de sécurité, à contraindre le Hamas à abandonner la violence et à donner à tous les habitants de notre région, de part et d'autre de la frontière, les moyens de vivre dans des conditions où les droits de l'homme de tous seront véritablement respectés.

Nous devons tous pouvoir élever la prochaine génération en lui inculquant le respect de nos voisins et non la crainte. Il est manifeste que ce conflit ne trouvera aucune solution par la voie des armes. Il ne pourra être résolu que par des dirigeants courageux et par la diplomatie. Je vous invite chaleureusement, Madame la Présidente, ainsi que les ambassadeurs présents aujourd'hui, à venir me rendre visite dans ce 95 % de paradis qui est mon foyer et à voir par vous-mêmes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Raemer de son exposé.

J'appelle l'attention des orateurs sur le paragraphe 22 de la note de la présidence parue sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil à faire leur déclaration en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement pris par le Conseil de sécurité de faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : D'emblée, je voudrais remercier le Secrétaire général de son

douzième rapport (S/2019/938) sur l'application de la résolution 2334 (2016), un rapport écrit conformément aux dispositions de la résolution et de la note de la présidence parue sous la cote S/2017/507, à l'instar de toutes les autres questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Nous attendons avec intérêt de recevoir à tout le moins deux rapports écrits chaque année sur cette question.

Nous saluons les efforts déployés par le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nickolay Mladenov, et réaffirmons notre plein appui à l'action qu'ils mènent pour s'acquitter de son mandat. Nous remercions M^{me} Adele Raemer de son intervention, ainsi que M. Mladenov de son exposé sur l'état d'avancement de l'application de cette importante résolution, que nous allons mettre en exergue dans notre déclaration aujourd'hui. Nous braquerons également les projecteurs sur la politique de colonisation illégale. La résolution 2334 (2016) souligne que les activités de colonisation israéliennes constituent une violation flagrante du droit international et un obstacle à la paix. Cela n'a malheureusement pas dissuadé Israël, la Puissance occupante, de poursuivre sa politique d'annexion des territoires palestiniens à un rythme inédit. Le rapport du Secrétaire général précise qu'Israël n'a pris aucune mesure au cours de la période considérée pour mettre fin à ses activités de colonisation, ce qui veut dire qu'Israël, Puissance occupante, n'a accordé aucune attention aux appels lancés par le Conseil de sécurité, notamment dans cette résolution, pour qu'il mette fin immédiatement et intégralement à ses activités de colonisation.

Israël, Puissance occupante, poursuit ses projets de construction, d'expansion, de financement et d'autorisation de ses colonies de peuplement, ce qui n'a fait que provoquer une multiplication des crimes contre des Palestiniens innocents, leurs biens et leurs lieux saints. Tout cela s'est malheureusement produit sous la protection des autorités d'occupation, qui sont pleinement responsables des crimes et agressions commis en violation du droit international, du droit international humanitaire, de la quatrième Convention de Genève de 1949 ainsi que d'autres conventions internationales garantissant la paix et la sécurité des peuples vivant sous occupation. C'est pourquoi nous condamnons dans les termes les plus catégoriques la politique illégale de peuplement expansionniste d'Israël sous toutes ses formes dans tous les territoires occupés de l'État de Palestine depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. Nous réaffirmons que les colonies israéliennes

sont nulles et non avenues et ne peuvent être acceptées comme un fait accompli.

Nous n'exagérons pas en disant que l'avenir de la question palestinienne est en jeu. Nous ne parviendrons pas à une percée dans le processus de paix si l'une ou l'autre des parties ne respecte pas le mandat international du processus de paix au Moyen-Orient, à savoir les résolutions de la légitimité internationale, le principe de la terre contre la paix et la solution des deux États, qui mènerait à la fin de l'occupation israélienne. Il est dès lors essentiel que tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait reconnaissent l'État de Palestine afin de mettre fin à l'occupation, de préserver la solution des deux États et de promouvoir les perspectives de paix, en particulier dans ces circonstances critiques.

Les États concernés doivent également faire preuve de neutralité lorsqu'ils servent de médiateurs dans les efforts de paix, étant donné que la prise de mesures unilatérales contraires aux résolutions pertinentes de l'ONU constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde. Les répercussions de ces mesures risquent de contribuer à alimenter la frustration et à inciter à l'extrémisme et à la violence dans le territoire palestinien et dans la région, d'autant plus qu'Israël, Puissance occupante, s'entête à priver le peuple palestinien de son droit légitime et est déterminé à consacrer dans les faits l'occupation. En outre, il a renforcé le blocus qu'il impose à Gaza depuis plus de 12 ans et restreint la liberté de circulation des personnes et des biens. Il continue de perpétrer des attaques contre les Lieux saints à Jérusalem et cherche à modifier le statut historique de la ville, ainsi que sa composition démographique. Il entrave les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit des services de base aux réfugiés palestiniens dans des domaines tels que la santé, l'éducation et l'aide humanitaire. Israël, la Puissance occupante, a également pris d'autres décisions unilatérales injustes, telles que le non-renouvellement du mandat de la Présence internationale temporaire à Hébron et le gel d'une partie des déclarations d'impôts palestiniennes.

Pour terminer, nous réaffirmons la position arabe, selon laquelle la paix est le choix stratégique ainsi que la solution au conflit israélo-arabe, conformément aux résolutions pertinentes de légitimité internationale, au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de l'Initiative de paix arabe de 2002, qui stipule que la paix globale en Israël doit être précédée par

la fin de l'occupation israélienne de tous les territoires arabes et palestiniens qui a commencé en 1967, en tant que prélude à la réalisation de tous les droits politiques légitimes du peuple palestinien et à la création d'un État palestinien indépendant sur son territoire, avec Jérusalem-Est pour capitale.

M. Velásquez (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de la présente séance, et nous remercions M. Mladenov et M^{me} Raemer des informations précieuses qu'ils nous ont fournies.

Le Pérou prend note avec une profonde préoccupation de la détérioration progressive des conditions politiques et humanitaires en ce qui concerne la question palestinienne. La situation est insoutenable et déstabilisante pour le Moyen-Orient et la communauté internationale.

Nous devons continuer de condamner les attaques aveugles incessantes menées par le Hamas et d'autres acteurs palestiniens radicaux contre la population civile, comme l'a indiqué M^{me} Raemer, mais aussi les réactions disproportionnées d'Israël. Le droit international et les droits de l'homme sont ouvertement bafoués, créant un climat d'impunité qui exacerbe le conflit. Cette dynamique, combinée à l'inaction du Conseil et à la passivité de certains acteurs clefs, a des répercussions négatives dans un environnement déjà très instable. Mettre un terme à cette situation grave est une tâche difficile, mais urgente.

Dans ces circonstances délicates, nous tenons à réaffirmer notre attachement à la seule solution que nous considérons comme étant viable et conforme au droit international : celle qui prévoit deux États au sein de frontières internationalement reconnues et sûres, qui doivent être négociées directement entre Israël et la Palestine sur la base des frontières en vigueur jusqu'en 1967, et qui doivent également conduire à la détermination du statut final de Jérusalem.

Il est impératif, dans l'immédiat, que les dirigeants des deux parties démontrent concrètement leur engagement et leur volonté politique sincère, en remplaçant les actions unilatérales qui sapent la confiance requise par de véritables gestes de conciliation. Nous faisons référence, en particulier, à l'intensification observée des pratiques de colonisation, de démolition et d'expulsion dans les territoires palestiniens occupés, qui compromettent précisément la solution des deux États et qui vont à l'encontre des

dispositions de la résolution 2334 (2016). Ces pratiques illégales doivent cesser.

Nous estimons également qu'il est essentiel de rejeter les discours de haine, l'antisémitisme et la discrimination sous toutes ses formes. Dans toute société, la diversité ethnique, culturelle et religieuse doit être considérée comme une valeur et jamais comme une menace. Le Conseil de sécurité, conformément à l'importante responsabilité qui est la sienne de maintenir la paix et la sécurité internationales, devrait également être capable de parvenir à un consensus minimal et de se prononcer lorsque la situation sur le terrain le justifie.

L'accent mis sur l'évolution de la situation politique et en matière de sécurité ne doit en aucun cas nous faire oublier la nécessité urgente de remédier immédiatement et parallèlement à la crise humanitaire qui menace le peuple palestinien et qui, ces dernières années, a été aggravée par des épisodes récurrents de violence ainsi que par des réductions des fonds alloués aux programmes d'assistance. En particulier, nous estimons qu'il est essentiel de répondre aux besoins fondamentaux de la population de Gaza, car la pauvreté et la marginalisation sont un terreau fertile pour la radicalisation et l'extrémisme violent. Il importe de promouvoir une paix durable en accompagnant l'aide humanitaire de plans de développement qui offrent espoir et possibilités aux plus jeunes. Nous encourageons également les parties à redoubler d'efforts en vue de faire avancer le processus de réconciliation inter-palestinien, car cela permettrait d'améliorer la situation humanitaire et de donner un élan à la reprise du dialogue avec Israël.

Pour terminer, je me félicite de la présentation du rapport (S/2019/938) écrit sur l'application de la résolution 2334 (2016), qui a été demandé au Secrétaire général par 10 membres du Conseil. Nous espérons que cette pratique se poursuivra au cours des prochains semestres, car elle apporte plus de transparence aux débats sur cette question délicate.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Coordonnateur spécial Mladenov de son exposé et du travail que lui et son équipe accomplissent dans des circonstances difficiles. Je remercie également M^{me} Raemer de son exposé et des points de vue très intéressants qu'elle a partagés avec nous.

Trois ans après l'adoption de la résolution 2334 (2016) par le Conseil, le Royaume-Uni note avec préoccupation que de l'avis du Secrétaire général, la situation sur le terrain n'a fait qu'empirer

depuis lors. Compte tenu de l'augmentation constante du nombre d'implantations israéliennes, nous réaffirmons que celles-ci sont illégales au regard du droit international, constituent un obstacle à la paix et menacent la viabilité physique de la solution des deux États.

Le Royaume-Uni prend note des instructions du Ministre israélien de la défense en faveur de la création d'un nouveau quartier juif à Hébron. Nous comprenons bien que cela ne marque pas le début d'un processus de planification officiel. Toutefois, si de tels projets étaient mis en œuvre, ce serait très préoccupant compte tenu du caractère sensible de cette localité.

Les démolitions de maisons et de structures appartenant à des Palestiniens se sont également multipliées. Le Royaume-Uni est particulièrement préoccupé par la démolition de structures financées par des donateurs dans la zone C, qui sont mises à la disposition de communautés vulnérables pour des raisons humanitaires. Comme nous l'avons déjà indiqué clairement, toute suggestion selon laquelle des parties des territoires palestiniens occupés devraient être annexées est contraire au droit international, préjudiciable aux efforts de paix et sera inévitablement contestée.

Comme le Royaume-Uni l'a clairement indiqué le mois dernier (voir S/PV.8669), à la suite de l'escalade des hostilités à Gaza, les attaques aveugles perpétrées par le Jihad islamique palestinien contre des civils israéliens sont totalement inacceptables. Tous les pays, y compris Israël, jouissent du droit de légitime défense et ont le droit de défendre leurs citoyens contre des attaques. Ce faisant, il est essentiel que toutes les actions soient proportionnées, conformes au droit international humanitaire et menées en évitant de faire des victimes parmi les civils.

Il est essentiel que les dirigeants palestiniens poursuivent leurs efforts de lutte contre le terrorisme et l'incitation. Les forces de sécurité israéliennes doivent également s'abstenir de l'usage excessif de la force, et nous encourageons Israël à enquêter dûment sur toutes les violations potentielles de la loi et à amener leurs auteurs à rendre des comptes.

Le Royaume-Uni est préoccupé par les informations selon lesquelles le nombre d'attaques perpétrées par des colons contre des Palestiniens continue d'augmenter. En tant que Puissance occupante, Israël a la responsabilité de protéger la population palestinienne. Nous exhortons Israël à mener des

enquêtes approfondies sur chaque cas et à traduire les responsables en justice.

S'agissant des mesures positives, le Royaume-Uni se félicite des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'ensemble de mesures approuvé par le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens. Toutefois, nous demeurons préoccupés par la situation humanitaire catastrophique. Nous appelons à nouveau Israël à assouplir les restrictions imposées à l'eau, à l'électricité, à la circulation et à l'accès sur le territoire, qui ont des répercussions sur les moyens de subsistance et sur les conditions de vie des Palestiniens ordinaires à Gaza et qui provoquent du ressentiment.

Nous nous félicitons du renouvellement du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et nous encourageons les partenaires à accroître leur financement et à faire en sorte que les décaissements soient plus prévisibles, à l'instar du Royaume-Uni. Nous nous félicitons également de la poursuite des travaux en vue de la tenue d'élections nationales honnêtes et démocratiques pour tous les Palestiniens, procédé indispensable à la création d'un État palestinien viable et souverain.

Enfin, en cette période particulièrement délicate pour la région, nous appelons les parties à faire preuve d'un véritable leadership, notamment de la volonté de faire des compromis difficiles afin qu'Israël puisse vivre en sécurité aux côtés d'un État palestinien souverain.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite du dernier rapport écrit soumis par le Secrétaire général Guterres sur l'application de la résolution 2334 (2016) (S/2019/938). Nous remercions le Coordonnateur spécial Mladenov de son exposé. Nous avons également écouté avec attention la déclaration de M^{me} Raemer.

En décembre 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 (2016) sur la question de Palestine, reflétant les attentes et les aspirations de la communauté internationale et en réponse à un appel à la justice émis par la Palestine et les États arabes. Malheureusement, trois ans plus tard, la situation dans le Territoire palestinien occupé ne s'est pas améliorée; en fait, elle même continué de se détériorer. Les activités de peuplement se poursuivent et s'étendent considérablement au moment où nous parlons. D'autres maisons palestiniennes sont en train d'être démolies.

Les actes de violence et les discours incendiaires des parties concernées se multiplient, et le processus de paix au Moyen-Orient est au point mort.

La Chine est profondément préoccupée par cette situation. Nous appelons toutes les parties à appliquer avec sérieux et efficacité la résolution 2334 (2016), à rester sur la voie d'une solution politique, à adhérer aux principes fondamentaux d'équité et de justice, et à laisser l'ONU jouer pleinement le rôle majeur qui est le sien afin de créer une synergie entre les efforts régionaux et internationaux visant à faire pression pour un règlement global, juste et durable de la question israélo-palestinienne à une date rapprochée.

Premièrement, nous devons adhérer à la solution des deux États comme socle de l'objectif ultime qu'est la création d'un État palestinien indépendant. L'occupation étrangère est la cause fondamentale de la question israélo-palestinienne qui dure depuis des décennies. Les parties doivent rester attachées à l'objectif primordial de la solution des deux États et poursuivre le dialogue au sujet d'une négociation politique menée sur un pied d'égalité sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, du principe de l'échange de territoires contre la paix et de l'Initiative de paix arabe, ainsi que d'autres normes et accords internationaux, en vue de régler les différends entre les parties israélienne et palestinienne pour trouver une solution mutuellement acceptable.

La résolution 2334 (2016) établit clairement que la création de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, constitue une violation du droit international. Les parties concernées doivent cesser immédiatement toutes les activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé et s'abstenir de détruire des maisons et des biens palestiniens.

Deuxièmement, nous devons promouvoir un rapprochement entre la Palestine et Israël et encourager la relance des pourparlers de paix le plus rapidement possible. Les griefs historiques sont à l'origine de la complexité de la question israélo-palestinienne. Combattre la violence par la violence ne nous mènera nulle part; ce n'est qu'avec l'instauration progressive d'une confiance mutuelle sur le plan politique, au profit d'une sécurité commune, qu'il sera possible de parvenir à un règlement solide et viable. Les parties concernées devraient agir sur la base de l'intérêt général d'assurer la sécurité des communautés locales ainsi que la paix et la stabilité dans la région, faire preuve de calme et

de retenue dans la recherche d'un rapprochement, cesser les actions militaires et s'abstenir de tenir des propos incendiaires. Elles doivent également cesser tout acte de violence contre les civils en vue de permettre un apaisement réel des tensions, de rétablir et d'entretenir la confiance mutuelle et de créer des conditions favorables à la reprise des pourparlers de paix israélo-palestiniens. La Chine appuie tous les efforts que la communauté internationale déploie pour la paix entre la Palestine et Israël, et nous apprécions les bons offices d'autres parties, notamment du Coordonnateur spécial Mladenov et de l'Égypte. Nous nous opposons fermement à toute déclaration irresponsable faite par un pays, quel qu'il soit.

Troisièmement, nous devons suivre de près l'évolution de la situation économique et humanitaire en Palestine et nous employer à l'améliorer en adhérant à une approche globale qui favorise la paix grâce au développement. À l'heure actuelle, la situation économique et humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Gaza, reste sinistre. La communauté internationale doit accroître sa contribution, mettre davantage l'accent sur la reconstruction économique et donner la priorité aux projets liés aux moyens de subsistance afin de faire une réelle différence dans la vie du peuple palestinien. La Chine appuie l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui continue de jouer un rôle important. L'adoption à une majorité écrasante de la résolution 74/83 de l'Assemblée générale, sur la prorogation du mandat de l'UNRWA, témoigne également de l'appui de la communauté internationale au travail de l'UNRWA et de sa reconnaissance. La Chine appelle les parties concernées à appliquer pleinement les résolutions pertinentes et à lever immédiatement et complètement l'embargo imposé à Gaza.

La Chine est favorable à la création d'un État de Palestine indépendant et pleinement souverain, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous continuerons de défendre la justice et l'équité et de jouer notre rôle de bâtisseur déterminé de la paix au Moyen-Orient, de facilitateur de la stabilité et de contributeur au développement de la région.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie M. Nickolay Mladenov, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, pour la qualité de son exposé sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Elle félicite également M^{me} Adele Raemer pour sa contribution à la présente séance.

La Côte d'Ivoire reste préoccupée par la détérioration continue de la situation sécuritaire, la poursuite de la violence et la violation des résolutions pertinentes des Nations Unies, notamment la résolution 2334 (2016). Malgré les appels constants de la communauté internationale à la désescalade des tensions, il n'y a pas eu de progrès. En effet, mon pays constate avec regret que dans son rapport du 11 décembre 2019, le Secrétaire général met encore une fois en exergue le défaut de mise en œuvre de la résolution 2334 (2016) en faisant un inventaire des actes contraires à l'esprit de cette résolution. Il est urgent, afin de ne pas saper la solution des deux États coexistant pacifiquement que les parties s'abstiennent de tout acte ou de tout discours provocateur qui exacerberait les tensions, celles-ci se muant le plus souvent en violence contre les populations.

Ces violences meurtrières interpellent sur l'impérieuse nécessité d'œuvrer à la relance du dialogue israélo-palestinien, qui n'a malheureusement enregistré aucune avancée significative depuis les Accords d'Oslo de 1993 et de 1995. La Côte d'Ivoire exhorte donc la communauté internationale à poursuivre sans relâche ses efforts de médiation dans le cadre de la reprise du processus politique entre les différentes parties, en vue de parvenir à une solution juste et durable, basée sur la reconnaissance mutuelle des aspirations légitimes de chacun, notamment le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens, et le droit pour Israël, de vivre dans la paix et la sécurité. Toute initiative nouvelle doit donc avoir pour objectif de réaliser la solution des deux États dans les frontières de 1967, solution à laquelle mon pays reste profondément attachée.

Ma délégation demeure également préoccupée par la détérioration continue de la situation humanitaire à Gaza qui reste fortement impactée par le blocus en vigueur, les pénuries diverses en eau et en électricité, dans un contexte de crise économique aiguë, et de chômage massif des jeunes. Elle invite la communauté internationale à apporter l'assistance humanitaire nécessaire aux populations palestiniennes en détresse, mais aussi à œuvrer au relèvement économique et à la reconstruction de la bande de Gaza, à l'aide de financements et d'investissements adéquats. Mon pays salue également les annonces de contributions au budget de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en

vue de réduire le déficit budgétaire auquel est confrontée cette organisation.

Parallèlement à la nécessité de désescalade du conflit israélo-palestinien, la Côte d'Ivoire estime que l'unité inter-Palestinienne est essentielle pour faire avancer les aspirations nationales, un statut d'État indépendant et à la souveraineté. Ma délégation encourage donc le Hamas et l'Autorité palestinienne à poursuivre le dialogue, en vue d'un retour effectif de l'Autorité palestinienne à Gaza, ce qui permettrait une meilleure prise en charge des problèmes humanitaires actuels. Par ailleurs, mon pays se réjouit de la perspective de l'organisation en 2020 des premières élections palestiniennes depuis 2006, et souhaite que le scrutin soit organisé dans tout le territoire palestinien, sur la base d'un large consensus.

Il importe que le Conseil, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, retrouve son unité afin d'adresser un message unique d'apaisement à toutes les parties et les inviter à rouvrir des pourparlers de paix sous l'égide de Nations unies.

Puisque c'est la dernière fois que la Côte d'Ivoire, dont le mandat s'achève à la fin de ce mois, s'exprime sur la situation au Moyen-Orient, ma délégation voudrait réaffirmer son entier soutien à M. Nickolay Mladenov, pour ses efforts inlassables en faveur d'un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et pour sa détermination à vouloir créer un environnement nécessaire à une résolution définitive et durable de ce conflit. Une solution durable au conflit israélo-palestinien est d'une nécessité vitale, non seulement pour les populations palestinienne et israélienne, mais aussi pour la sécurité et la stabilité de la région.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Coordonnateur spécial Nickolay Mladenov de son exposé. Je remercie aussi M^{me} Adele Raemer de sa contribution. Malheureusement, comme vient de nous le dire le Coordonnateur spécial, la situation sur le terrain continue de se détériorer. La période considérée a été caractérisée par des actes de violence, notamment des tirs de roquettes de militants palestiniens depuis Gaza sur des civils en Israël, d'une part, et par l'emploi de la force létale par Israël contre les Palestiniens, d'autre part, provoquant des pertes des deux côtés.

En 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 (2016), qui réaffirme ses résolutions

antérieures concernant le droit international applicable et les paramètres d'un règlement pacifique par le biais du processus de paix au Proche-Orient. Pour avancer, les Palestiniens et les Israéliens n'ont d'autre choix que de négocier une solution à deux États – Israël en tant qu'État indépendant et démocratique et un État palestinien viable en Cisjordanie et à Gaza, les deux vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avec des frontières négociées sur la base des lignes de 1967.

La position de la Pologne concernant la politique israélienne d'implantation est claire et reste inchangée. C'est aussi la position de l'Union européenne. Toutes les activités de peuplement sont illégales au regard du droit international. Les colonies de peuplement illégales d'Israël sapent la viabilité de la solution des deux États et les perspectives d'une paix durable.

Nous nous déclarons encore préoccupés par l'annonce d'une possible annexion de certaines parties de la Cisjordanie. Une telle mesure constituerait une violation grave du droit international et compromettrait sérieusement les efforts de paix. La Pologne voudrait se faire l'écho des préoccupations suscitées par les démolitions et par la saisie de projets humanitaires financés par les donateurs.

Je voudrais en venir à présent à la situation à Gaza, qui reste critique. Nous appelons toutes les parties à prendre des mesures urgentes pour améliorer de façon fondamentale les conditions de sécurité et la situation humanitaire, politique et économique à Gaza en mettant fin à la politique de bouclage et en contribuant à l'ouverture permanente des points de passage, qui sont importants pour la vie quotidienne des Gazaouites. Nous devons aussi tenir compte des préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.

Sur le volet politique, nous devons reconnaître que le processus est actuellement presque entièrement bloqué. Les divisions entre Palestiniens ne font qu'aggraver la situation des habitants de Gaza et affaiblir les aspirations nationales des Palestiniens. La Pologne se félicite des discussions en cours autour de la tenue d'élections générales palestiniennes – les premières depuis 2006. Celles-ci doivent être organisées sur tout le territoire palestinien occupé, et un accord plus large entre Palestiniens doit être trouvé concernant les modalités de ces élections. Il est essentiel que les efforts importants déployés par l'Égypte aux fins de la réconciliation entre Palestiniens se poursuivent.

Nous restons profondément préoccupés par la poursuite de la violence, des attentats terroristes contre des civils et de l'incitation à la violence, qui exacerbent grandement la méfiance entre les Israéliens et les Palestiniens, et qui sont incompatibles avec un règlement pacifique. Rien ne saurait justifier le terrorisme. Les tirs aveugles de roquettes et d'obus de mortier contre la population civile israélienne sont totalement inacceptables, et doivent cesser. Ces attaques sont interdites par le droit international humanitaire, et les militants palestiniens doivent mettre immédiatement fin à cette pratique.

La situation en matière de sécurité à Gaza reste très fragile, trois escalades militaires graves ayant eu lieu en 2019. La mort, dans une frappe aérienne israélienne, de neuf membres d'une même famille, dont la maison a été ciblée par erreur, doit faire l'objet d'une enquête. La situation à Gaza continue d'être au bord d'une escalade majeure, et la population continue de souffrir énormément.

Je voudrais souligner que les forces de sécurité israéliennes doivent respecter strictement les principes de nécessité et de proportionnalité lorsqu'elles recourent à la force. D'autre part, les autorités compétentes et les personnes qui organisent des manifestations à Gaza doivent veiller à ce que ces dernières restent pacifiques. En outre, les deux parties ont l'obligation juridique et morale de protéger pleinement les droits des enfants et d'empêcher les violations de leurs droits et les atteintes à ceux-ci. Ni les enfants palestiniens ni les enfants israéliens ne doivent pâtir des conséquences de ce conflit.

Je voudrais, pour terminer, dire un mot sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. L'Office reste une source essentielle de stabilité et de sécurité dans la région. C'est pourquoi la Pologne se félicite que l'Assemblée générale ait renouvelé son mandat la semaine dernière (résolution 74/83 de l'Assemblée générale). Nous continuerons d'appuyer les efforts que l'Office déploie en vue de fournir aux réfugiés palestiniens l'assistance et les services dont ils ont besoin.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier de son exposé M. Nickolay Mladenov, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. Nous assurons aux membres du Conseil que nous continuerons d'appuyer son travail. Je tiens aussi remercier le

Secrétaire général de son rapport sur l'application de la résolution 2334 (2016) (S/2019/938). Nous avons aussi écouté l'histoire de M^{me} Adele Raemer, qui montre clairement que nous devons appliquer à la lettre cette résolution.

Le Conseil de sécurité doit aussi se rendre à Gaza et en Cisjordanie, dans le Territoire palestinien occupé. Je me suis toujours demandé, et je n'arrive toujours pas à comprendre, pourquoi le Conseil de sécurité ne peut pas s'y rendre en visite officielle. Cela montre clairement que beaucoup reste encore à faire.

L'Indonésie est tout à fait d'accord avec le Secrétaire général que les activités de peuplement illégales continuent de saper les possibilités de mettre fin à l'occupation et de concrétiser la solution des deux États. Nous avons entendu M. Mladenov dire que la situation s'est détériorée et que beaucoup doit encore être fait. C'est pourquoi nous nous joignons aux autres membres du Conseil pour exhorter à nouveau Israël à mettre un terme à toutes ses activités de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est. Je voudrais à cet égard faire les observations suivantes.

Premièrement, le Conseil doit concevoir les moyens nécessaires pour une application intégrale de la résolution 2334 (2016). Lorsque le Conseil l'a adoptée il y a trois ans, il a montré la voie à suivre pour relancer le processus de paix, sur la base du droit international et des paramètres convenus. La résolution a condamné toutes les initiatives visant à briser le consensus international sur le conflit israélo-palestinien, notamment sur la question des colonies de peuplement. Cela implique aussi de préserver et de protéger le statu quo dans les Lieux saints à Jérusalem, ainsi que le rôle spécial et historique du Royaume hachémite de Jordanie, en sa qualité de gardien des lieux saints musulmans et chrétiens.

Il est clair que la Puissance occupante a beaucoup fait pour l'application intégrale des dispositions de la résolution 2334 (2016). La détérioration de la situation sur le terrain contraint le Conseil à concevoir d'urgence des moyens concrets et efficaces de mettre fin à la colonisation illégale. Nous ne pouvons continuer à faire comme si de rien n'était. S'il n'arrive pas à définir de telles mesures, le Conseil compromettra sa propre autorité et ses décisions, ce qui aura pour conséquence de déstabiliser plus encore la situation dans le territoire occupé et dans l'ensemble de la région.

Deuxièmement, s'agissant de la nécessité d'une action plus concertée pour défendre la cause

palestinienne, si nous voulons vraiment défendre la cause palestinienne, le moment est certainement venu de mener une action plus concertée. Nous devons raviver notre engagement en faveur du processus de paix afin de parvenir à la solution des deux États sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU et des paramètres convenus au niveau international. Compte tenu des tendances négatives actuelles, nous doutons qu'un processus crédible se mette un jour en place. Pour inverser ces tendances, les membres de la communauté internationale ont l'obligation de prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre d'Israël et de sa politique de colonisation, notamment en faisant une distinction entre Israël et les territoires occupés depuis 1967 dans leurs échanges avec ce pays. Le récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne – par lequel elle dit pour droit que les denrées alimentaires originaires des colonies israéliennes doivent porter une mention spéciale et encourage les consommateurs à prendre en compte des considérations d'ordre éthique lorsqu'ils font leurs achats – est un exemple louable.

Enfin, en ce qui concerne la nécessité de continuer à fournir une aide humanitaire au peuple palestinien, alors que nous essayons de préserver le sort de la solution des deux États, n'oublions pas la crise humanitaire qui touche la population palestinienne à Gaza, en Cisjordanie et dans différents lieux où résident des réfugiés. À cet égard, nous appelons de nouveau la communauté internationale à fournir tout l'appui possible à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de toute urgence et par tous les moyens possibles. Nous devons poursuivre nos efforts avec détermination afin d'aider le peuple palestinien non seulement sur le plan humanitaire, mais également en renforçant la capacité des Palestiniens de se gouverner pleinement. En ce qui concerne l'Indonésie, le Gouvernement et son peuple se tiennent et se tiendront toujours aux côtés de leurs frères et sœurs palestiniens. Nous sommes favorables au projet d'organiser une élection générale palestinienne et espérons ardemment qu'elle permettra d'unir tous les Palestiniens autour de la concrétisation de l'État de Palestine dont ils rêvent.

Pour terminer, je rappelle une fois de plus aux membres de la communauté internationale que la résolution 2334 (2016) est bien plus qu'un simple document produit par le Conseil. Elle représente une lueur d'espoir pour le peuple palestinien et un rempart qui défend le droit international contre la réalité inventée que promeut la Puissance occupante. De

notre action ou de notre inaction face à cette réalité mensongère dépendent non seulement la crédibilité de l'ONU, mais également le sort du peuple palestinien et du Moyen-Orient.

M. Trullols Yabra (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Comme toujours, nous remercions le Coordonnateur spécial, M. Mladenov, de son exposé. Nous remercions également M^{me} Adele Raemer.

Malheureusement, la situation actuelle et les tendances au Moyen-Orient demeurent pour nous une source de profonde préoccupation. Nous sommes en présence d'une trajectoire descendante qui s'accroît progressivement, mettant en péril la possibilité de parvenir à une paix juste, durable et globale fondée sur la seule solution viable à ce conflit prolongé, à savoir la solution des deux États sis dans les frontières de 1967, au moyen d'un dialogue sérieux entre les deux parties.

Nous réitérons une fois de plus notre position à l'égard des activités de colonisation israéliennes dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et ses alentours. La République dominicaine estime que cette politique israélienne est illégale au regard du droit international, y compris la résolution 2334 (2016), et que sa poursuite a en outre de graves répercussions sur la population civile, qui est forcée de se déplacer sans garanties de protection. En plus de contribuer à l'aggravation des tensions sur le terrain, ces colonies compromettent et éloignent toujours plus la possibilité d'une solution pacifique prévoyant deux États, fondée sur l'inclusion sociale et l'aspiration à instaurer une paix durable entre Israéliens et Palestiniens.

Dans le même temps, la République dominicaine reconnaît qu'il est indispensable d'entamer un processus de réconciliation entre Palestiniens pour œuvrer à la consolidation nationale nécessaire en vue de promouvoir les aspirations légitimes de la nation et de lancer un processus de renouveau politique basé sur des élections libres et sans exclusive. Nous encourageons les dirigeants palestiniens et la communauté internationale à ne ménager aucun effort afin de renforcer l'unité nationale et d'appuyer le processus électoral. Faire renaître l'espoir au sein de la jeunesse palestinienne doit être la priorité des autorités, à qui il incombe de bâtir un avenir meilleur pour les jeunes et pour les générations futures.

La bande de Gaza reste le théâtre d'une violence persistante qui porte atteinte au droit des Israéliens et des Palestiniens de coexister dans la paix et la

sécurité. Même si la crise humanitaire dans cette zone est un peu moins grave qu'elle n'a été, la menace constante de nouvelles flambées de violence fragilise la situation, a une incidence néfaste sur le développement économique et accroît la pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire, ainsi que d'autres facteurs clefs des besoins humanitaires. Nous appuyons donc le Plan d'aide humanitaire pour 2020 dans le Territoire palestinien occupé et encourageons les pays donateurs à contribuer à son plein financement afin de répondre aux besoins humanitaires les plus élémentaires du peuple palestinien, qui vit sous occupation, et à œuvrer pour établir les bases du développement en vue d'éliminer à terme ces besoins.

Enfin, la République dominicaine réitère sa ferme condamnation des tirs de roquettes contre des zones peuplées de civils. Rien ne saurait justifier ces attaques aveugles, qui sont meurtrières et brisent les rêves de personnes ordinaires. Il est impératif de déployer tous les efforts nécessaires aux fins d'une désescalade rapide, complète et définitive. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve d'une extrême modération pour garantir le maintien du cessez-le-feu et la protection de la population civile.

M. Van Shalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : J'ajoute notre voix aux remerciements adressés à M. Mladenov pour son exposé et à M^{me} Raemer pour les vues qu'elle a partagées avec nous.

L'Afrique du Sud remercie le Secrétaire général et accueille avec satisfaction le deuxième rapport écrit de 2019 sur l'application de la résolution 2334 (2016) (S/2019/938). Nous espérons que la pratique des rapports écrits se poursuivra et nous attendons avec intérêt le prochain rapport écrit en juin 2020.

L'Afrique du Sud appuie pleinement les négociations visant à concrétiser la solution des deux États et les processus de paix convenus pour garantir la coexistence de deux États viables, vivant côte à côte, dans l'intérêt mutuel de tous les peuples de la région. Le mépris persistant à l'égard de ces objectifs internationaux dominants et acceptés de longue date ne saurait être toléré, en particulier lorsqu'il vise à contourner des questions relatives au statut final telles que la question des frontières, le statut de Jérusalem et le droit des réfugiés au retour.

Comme nous et d'autres États Membres l'avons affirmé à de nombreuses reprises, le seul moyen de parvenir à une paix et une sécurité durables au

Moyen-Orient est que les Palestiniens et les Israéliens concluent un accord durable, sur la base du processus de paix convenu ainsi que des résolutions pertinentes de l'ONU et des paramètres internationaux reconnus, notamment le mandat de la Conférence de Madrid, l'Initiative de paix arabe et la Feuille de route du Quatuor.

Cela ne sera possible que si toutes les parties respectent leurs obligations en vertu du droit international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité. À cet égard, l'Afrique du Sud demeure profondément préoccupée par la poursuite des activités de colonisation dans le territoire palestinien occupé. Comme l'a signalé le Secrétaire général, la construction de plus de 3 000 logements a été proposée ou approuvée en Cisjordanie, dont 300 à Jérusalem-Est, rien qu'au cours de la période considérée. Toujours s'agissant de l'expansion des colonies illégales, la saisie, la destruction ou la démolition de biens palestiniens ont provoqué le déplacement de 260 personnes, dont 133 enfants.

En outre, le rapport du Secrétaire général évoque des incidents au cours desquels les forces de sécurité israéliennes à Hébron ont tiré des munitions lacrymogènes et grenades étourdissantes sur des écoles pour répondre à des pierres jetées par des enfants sur une patrouille militaire. Une réaction aussi disproportionnée et injustifiée de la part des forces de sécurité israéliennes ne saurait être tolérée et doit être condamnée. Nous ne pouvons pas permettre que les enfants en viennent à craindre des endroits censés être des lieux d'apprentissage et de refuge.

L'Afrique du Sud souligne que ces actions compromettent les perspectives de paix et vont à l'encontre des décisions du Conseil, sapant ainsi la crédibilité de ce dernier. Si le Conseil ne peut ou ne veut pas faire respecter ses propres décisions, il perd en efficacité. À cet égard, ma délégation continuera d'insister pour que la résolution 2334 (2016), et toutes les autres résolutions du Conseil sur la question, soient appliquées dans leur intégralité.

La situation à Gaza suscite une grave préoccupation pour l'Afrique du Sud. La récente aggravation des tensions s'est traduite par de nouveaux meurtres et par une pérennisation du conflit. L'Afrique du Sud appelle toutes les parties à mettre fin à ces attaques violentes, qui ne font que les éloigner davantage l'une de l'autre et qui amenuisent l'espoir d'une reprise des négociations.

L'Afrique du Sud se félicite des progrès notables enregistrés dans la mise en œuvre de l'ensemble de

mesures définies par le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens en faveur de Gaza, en particulier pour ce qui concerne la fourniture d'électricité et de services de santé. Toutefois, malgré ces mesures, la situation humanitaire et socioéconomique reste désastreuse. Nous nous faisons l'écho du Secrétaire général pour dire que la fourniture de soins de santé ne doit pas être déterminée par des considérations politiques mais doit être fondée sur les besoins de la population gazaouite. Nous félicitons et appuyons l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient dans ses efforts pour veiller à ce que ces besoins, entre autres nécessités essentielles du peuple palestinien, soient satisfaits.

Pour terminer, l'Afrique du Sud se félicite des efforts déployés par le Coordonnateur spécial pour faire en sorte que des élections palestiniennes ouvertes à tous soient organisées dans un avenir proche. Nous notons que le Hamas a accepté la proposition de plan électoral du Président Abbas, et nous appelons toutes les parties à veiller à ce que des élections sûres et sans exclusive puissent se tenir dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est.

M. de Rivière (France) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Mladenov pour son intervention, et M^{me} Raemer pour son témoignage. Je souhaite également remercier le Secrétaire général pour son rapport (S/2019/938) sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016). Trois ans après l'adoption de cette résolution par le Conseil de sécurité, la France regrette qu'elle ne soit pas mise en œuvre.

Le rapport du Secrétaire général est sans appel : il fait état d'une intensification sans précédent de la colonisation, avec des décisions portant sur plus de 22 000 unités d'habitation à différents stades du processus d'approbation, ainsi que 8 000 autres ayant fait l'objet d'un appel d'offre depuis l'adoption de la résolution 2334 (2016) en décembre 2016.

La France rappelle que la politique israélienne de colonisation dans les territoires palestiniens occupés est contraire au droit international. Elle est très préoccupée par la poursuite de la colonisation dans des zones susceptibles de fragiliser la continuité territoriale du futur État palestinien, notamment à Gillo. Elle s'inquiète des annonces relatives à la construction de nouvelles unités de logement dans des zones particulièrement sensibles, comme dans la colonie de Nof Tzion à Jérusalem-Est, ou dans l'ancien marché de la vieille

ville d'Hébron. Elle déplore les travaux d'infrastructure visant à renforcer l'intégration entre l'ensemble des colonies situées dans la région de Jérusalem d'une part, et entre ces colonies et le centre d'Israël d'autre part. Les destructions et saisies de propriétés palestiniennes sont également en forte hausse cette année à Jérusalem-Est et en zone C. Nous notons avec préoccupation les destructions de 26 infrastructures financées par la communauté internationale, notamment par les pays de l'Union européenne, au cours des trois derniers mois. Enfin, les annonces répétées d'officiels israéliens sur l'annexion de colonies ou de pans entiers de la Cisjordanie sont une source de préoccupation majeure. Si elles étaient mises en œuvre, elles constitueraient une violation grave du droit international.

Nous appelons donc les autorités israéliennes à renoncer à tout projet qui créerait des faits accomplis allant à l'encontre de la solution des deux États. Nous resterons particulièrement attentifs à l'évolution de la situation, en nous tenant prêts à réagir, en lien avec nos partenaires européens.

La situation à Gaza reste également fragile. La France a condamné sans ambiguïté les tirs de roquettes depuis Gaza vers des zones habitées d'Israël, également en violation du droit international. Elle rappelle son engagement indéfectible en faveur de la sécurité d'Israël. Nous avons également rappelé le droit des Israéliens, comme des Palestiniens, à vivre dans la paix, la dignité et la sécurité, et déploré les victimes civiles de part et d'autre. Il importe désormais que le cessez-le-feu conclu le 14 novembre, grâce aux efforts de l'Égypte et du Coordinateur spécial, soit pleinement respecté.

Au-delà de l'impératif de respect du cessez-le-feu, il n'y aura pas de stabilité durable à Gaza sans une levée du blocus, assortie de garanties de sécurité crédibles pour Israël, et sans le retour de l'Autorité palestinienne, dans le cadre de la réconciliation inter-palestinienne. La tenue d'élections palestiniennes crédibles en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est constituerait une étape indispensable en vue de la réconciliation inter-palestinienne et afin de renforcer les institutions issues des Accords d'Oslo. J'appelle, dans ce contexte, les autorités palestiniennes à poursuivre leurs efforts en ce sens et je rappelle notre disposition à les soutenir dans cette voie.

Enfin, je souhaite rappeler qu'il n'y a pas d'alternative à un accord issu de négociations entre les parties, sur la base des paramètres internationalement agréés. Seule la solution des deux États, avec Jérusalem

pour capitale de ces deux États, permettra de répondre aux aspirations des Israéliens et des Palestiniens, en leur permettant de vivre côte à côte, en paix et en sécurité, ainsi que d'apporter une paix durable à la région. Toute solution qui s'éloignerait des paramètres agréés par la communauté internationale serait nécessairement vouée à l'échec.

Il n'y a pas de statu quo sur le terrain, mais une dégradation de la situation qui est, à terme, intenable; ce n'est dans l'intérêt d'aucune des parties. Cela contribue à accroître les tensions, à remettre en cause la solution des deux États et à éloigner les perspectives d'une paix durable, ce qui ne peut qu'alimenter le désespoir et la tentation de l'extrémisme.

Le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) restera crucial tant qu'une paix durable, qui apporte une solution juste, réaliste et pérenne à la question des réfugiés, n'est pas trouvée. La France se félicite, à cet égard, du renouvellement du mandat de l'Office pour trois ans. Elle appelle la communauté internationale à un sursaut de mobilisation afin de combler son déficit financier d'ici à la fin de l'année. Pour sa part, la France a doublé sa contribution à l'UNRWA cette année.

Trois ans après l'adoption de la résolution 2334 (2016), il est temps de la mettre en œuvre. Il en va de la crédibilité du Conseil et de notre crédibilité à tous. À cet égard, le rapport du Secrétaire général mentionne la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, du 12 novembre 2019, sur l'obligation d'étiquetage des produits originaires des territoires palestiniens occupés et des colonies israéliennes. Les mesures d'étiquetage répondent à l'exigence de la résolution 2334 (2016) de mettre en œuvre une politique de différenciation. La France continuera à se mobiliser en vue de la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016).

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à remercier le Coordonnateur spécial Mladenov, de son exposé et M^{me} Raemer de ses observations.

Trois années se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 2334 (2016) mais, comme le Secrétaire général le note dans son dernier rapport (S/2019/938), la situation sur le terrain n'a cessé de se détériorer durant cette période. Nous remercions le Secrétaire général de son rapport équilibré. Nous sommes vivement préoccupés par ses observations concernant

l'application de la résolution et le stade qu'a atteint le conflit israélo-palestinien.

L'Allemagne reste fermement attachée à une solution négociée prévoyant deux États, fondée sur des paramètres internationalement agréés. Nous restons convaincus que la solution des deux États est la seule solution viable au conflit israélo-palestinien qui puisse répondre aux besoins des Israéliens et des Palestiniens en matière de sécurité et à l'aspiration des Palestiniens à créer un État souverain, mettre fin à l'occupation débutée en 1967, régler toutes les questions relatives au statut final et garantir l'égalité de droits de tous les habitants.

Nous appuyons toute initiative visant à relancer le processus politique tant qu'elle est conforme au droit international, qu'elle garantit l'égalité des droits et qu'elle est acceptable pour les deux parties, Israéliens et Palestiniens. Toutefois, les mesures unilatérales ou la création de nouveaux faits sur le terrain ne permettront ni de trouver une solution juste et durable ni d'instaurer une paix pérenne. Nous appelons donc toutes les parties au conflit, mais aussi l'ensemble des parties prenantes internationales, à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales susceptibles de compromettre la viabilité d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien prévoyant deux États, sur la base des paramètres convenus au niveau international.

L'un des principaux obstacles à un règlement politique du conflit israélo-palestinien reste la poursuite de l'occupation israélienne et des activités de peuplement dans les territoires occupés depuis 1967. Nous réitérons notre position selon laquelle les activités de peuplement israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales au regard du droit international et compromettent les perspectives de mettre fin à l'occupation et de parvenir à une solution négociée prévoyant deux États.

L'année 2019 est une année record en termes d'expansion des activités de peuplement israéliennes et de légalisation des avant-postes, depuis l'adoption de la résolution 2334 (2016). Nous sommes vivement préoccupés par cette question. Par ailleurs, nous sommes gravement préoccupés par l'augmentation du nombre de démolitions et de confiscations de structures appartenant à des Palestiniens dans toute la Cisjordanie, y compris celles érigées dans le cadre de projets humanitaires financés par des donateurs, et d'expulsions de Palestiniens de leurs foyers à Jérusalem-Est. Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport, 26 structures financées par des

donateurs internationaux ont également été détruites. Nous exhortons donc Israël à mettre fin à l'expansion des colonies de peuplement, à la légalisation des avant-postes, à la confiscation des terres palestiniennes et aux expulsions, ainsi qu'à la démolition et à la saisie de structures appartenant à des Palestiniens.

Nous demeurons extrêmement préoccupés par les déclarations répétées faisant allusion à une annexion prévue de la vallée du Jourdain et d'autres zones de la Cisjordanie occupée. Si de telles déclarations étaient concrétisées sous forme de politiques du Gouvernement ou de lois, cela constituerait une violation manifeste du droit international. Nous déconseillons vivement au Gouvernement israélien de prendre des mesures dans ce sens, car elles pourraient avoir de graves répercussions sur la viabilité de la solution des deux États et sur l'ensemble du processus de paix.

Nous réaffirmons également que l'Allemagne continuera de faire la distinction entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967 et que nous ne reconnaitrons aucune modification aux frontières du 4 juin 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties.

La résolution 2334 (2016) doit être appliquée scrupuleusement, non seulement en ce qui concerne les activités de peuplement, mais aussi eu égard aux actes de terreur, d'incitation et de provocation, à la violence contre les civils et aux propos incendiaires. Nous notons avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général met également l'accent sur ces obstacles à l'instauration de la paix, et nous partageons ses vives préoccupations face à la persistance des violences, des attentats terroristes perpétrés contre des civils, ainsi que des discours et actes de provocation et d'incitation à la violence.

L'Allemagne condamne toutes les attaques contre Israël dans les termes les plus fermes, notamment les tirs de roquettes répétés lancés depuis Gaza en direction d'Israël. Le Hamas et le Jihad islamique palestinien doivent cesser leurs tirs de roquettes en direction d'Israël. Rien ne saurait justifier les tirs de roquettes visant Israël ou toute autre forme de terrorisme. Nous restons fermement attachés à la sécurité d'Israël et soulignons le droit d'Israël à la légitime défense et de réagir de manière adéquate et proportionnée aux attaques contre son territoire. Toutefois, les attentats qui font des victimes parmi des civils innocents doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies, et les auteurs de violations du droit international doivent être tenus de répondre de leurs actes.

Je voudrais dire quelques mots sur la situation à Gaza. Les trois graves escalades militaires de 2019 à Gaza et dans ses environs sont profondément préoccupantes et nous rappellent la nécessité urgente de trouver une solution durable à la crise humanitaire et économique actuelle à Gaza. Nous appelons Israël et l'Autorité palestinienne à apporter leur contribution pour améliorer la situation à Gaza. Dans ce contexte, nous nous félicitons des discussions inter-palestiniennes en cours sur la tenue d'élections législatives et présidentielle en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est et à Gaza, car elles pourraient permettre de rétablir la légitimité démocratique et de renforcer l'unité nationale.

Avant de conclure, je voudrais aussi parler brièvement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). L'Allemagne se félicite du renouvellement du mandat de l'UNRWA pour une période de trois ans, étant donné que l'Office continue de contribuer à la stabilité dans la région en fournissant une aide humanitaire et des services en matière de santé et d'éducation. En tant que principal donateur bilatéral, l'Allemagne reste fermement engagée en faveur de l'UNRWA et continue de contribuer sensiblement à son budget. Compte tenu de la situation financière critique de l'UNRWA, nous encourageons les autres donateurs à faire de même et à poursuivre leur soutien financier à l'Office en versant les fonds promis.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Je remercie tout d'abord le Coordonnateur spécial, M. Nickolay Mladenov, ainsi que M^{me} Raemer, pour leurs exposés. Nous nous félicitons de la pratique consistant à avoir deux rapports écrits par an.

La date du 23 décembre marque le troisième anniversaire de l'adoption de la résolution 2334 (2016), et il n'y a aucune raison d'être optimiste. La situation sur le terrain s'enlise, faisant apparaître une solution plus lointaine que jamais. Nous regrettons de devoir constater que les développements négatifs sur le terrain vont de pair avec la remise en cause des principes juridiques fondamentaux sur lesquels se fonde la résolution de ce conflit.

Un de ces principes juridiques fondamentaux est l'illégalité de la politique de colonisation. La position belge, et plus largement européenne, est claire à cet égard : la colonisation constitue une flagrante violation du droit international, y compris de la résolution 2334 (2016). Elle nous éloigne de la solution des deux États.

Or, nous devons constater que depuis l'adoption de la résolution 2334 (2016), la politique de colonisation s'est poursuivie à un rythme soutenu en Cisjordanie. Elle vise également des lieux particulièrement symboliques, comme la vieille ville d'Hébron ou Jérusalem-Est. La politique de colonisation s'accompagne de mesures telles que des démolitions et des expulsions, qui connaissent une forte augmentation puisque les chiffres de 2019 excèdent le nombre total des démolitions et confiscations au cours des deux années précédentes. Nous appelons Israël à mettre fin à cette politique. Dans ce contexte, nous soulignons également l'importance de préserver le statu quo sur les Lieux saints de Jérusalem. Nous réitérons notre plus vive préoccupation face aux déclarations relatives à une possible annexion unilatérale de tout ou partie de la Cisjordanie : l'annexion est illégale au regard du droit international et ne sera pas reconnue par la Belgique.

Enfin, nous réitérons notre profonde préoccupation devant l'augmentation inquiétante des démolitions et des confiscations d'infrastructures, y compris celles érigées dans le cadre de projets humanitaires, dans la zone C. Nous exhortons les autorités israéliennes à y mettre fin, à restituer ces infrastructures ou à accorder des compensations à la suite des dommages encourus.

La situation sécuritaire à Gaza reste extrêmement fragile. Nous rappelons l'impératif qui s'impose aux parties de respecter les règles du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Nous appelons toutes les parties à continuer à observer la plus grande retenue afin d'éviter un nouvel épisode de violences. Il importe que des enquêtes approfondies soient tenues dans les cas présumés de violations du droit international humanitaire.

Nous réitérons l'importance de respecter le droit de manifester pacifiquement, ainsi que la responsabilité des organisateurs de garantir le déroulement pacifique de ces manifestations.

Il n'y aura pas de solution durable à Gaza sans retour de l'Autorité palestinienne. Dans cette perspective, nous réitérons notre appel aux factions palestiniennes à s'engager de bonne foi dans le processus de réconciliation. Nous encourageons les dirigeants palestiniens à œuvrer en faveur d'institutions fortes, inclusives, responsables et démocratiques, fondées sur le respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Il est important que des élections puissent avoir lieu sur l'ensemble du territoire palestinien, en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ainsi que dans la bande de

Gaza. Nous appelons toutes les parties, y compris Israël, à faciliter le processus à cette fin.

Nous restons convaincus qu'il n'y a pas d'autre option qu'une solution négociée, fondée sur la coexistence de deux États, avec la ville de Jérusalem comme capitale de ces deux États, conformément aux paramètres internationalement agréés. La Belgique continuera à œuvrer dans ce sens, afin de répondre aux aspirations légitimes des Palestiniens et des Israéliens.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Comme toujours, nous remercions le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nickolay Mladenov, de son exposé très complet et très clair ce matin. Cela fait deux ans que nous suivons de près son travail et celui de son équipe, et nous avons constaté leur grand dévouement, leur honnêteté et leur engagement, des qualités dignes d'éloges. Nous les encourageons à poursuivre dans cette voie afin de faciliter le travail du Conseil sur ce dossier. Nous remercions également M^{me} Raemer de son exposé.

Nous nous félicitons qu'il ait été tenu compte de la demande de nombreux membres qui, à maintes reprises, ont exprimé le souhait de voir distribuer avant la séance un rapport écrit sur la résolution 2334 (2016), à l'instar des autres rapports soumis à cet organe sur les questions inscrites à son ordre du jour, afin d'éviter des analyses erronées. Sauf situation d'urgence d'ici la fin du mois, je pense que c'est la dernière déclaration de ma délégation sur la question palestinienne, et je voudrais donc saisir cette occasion pour exprimer une fois de plus notre profonde préoccupation face à l'absence de progrès politiques ces deux dernières années, que ce soit dans le différend qui oppose Israéliens et Palestiniens ou dans les relations entre les principales factions palestiniennes. Lorsque la Guinée équatoriale a commencé son mandat en tant que membre non permanent du Conseil en janvier de l'année dernière, la résolution 2334 (2016) venait tout juste de célébrer son premier anniversaire. À l'époque, il n'y avait aucun signe d'amélioration notable en ce qui concerne les exigences contenues dans ce texte. Aujourd'hui, trois ans plus tard, nous sommes pratiquement au même point.

Selon le rapport (S/2019/938) dont nous sommes saisis, la situation sur le terrain, au cours de ces trois années, n'a fait que se détériorer. Les colonies se sont considérablement étendues, les démolitions se sont accélérées, la violence et l'incitation se sont également poursuivies. Nous constatons que cette situation n'a cessé de créer des tensions entre les parties, mettant

en danger la vie des Israéliens et des Palestiniens et aggravant la déstabilisation économique déjà grave que connaît la bande de Gaza. En tant que pays ami d'Israël et de la Palestine, et en vertu du droit international, la République de Guinée équatoriale considère les colonies comme un obstacle à la paix et leur expansion comme une menace à la viabilité de la solution des deux États. C'est pourquoi nous exhortons le Gouvernement israélien, conformément à son objectif et à son souhait déclarés de trouver une solution au conflit, à assouplir sa politique dans les territoires palestiniens occupés, notamment en ralentissant le rythme des démolitions de maisons et de biens palestiniens et en mettant complètement fin aux activités de colonisation de manière générale. Nous reconnaissons dans le même temps le droit d'Israël à la légitime défense.

Comme nous le savons tous, la plupart des attaques israéliennes contre Gaza, bien que parfois disproportionnées, sont une riposte aux actes d'insurrection menés depuis la bande de Gaza. Le Hamas, principale force palestinienne dans la zone, doit abandonner la voie des armes et du terrorisme et se montrer vigilant afin d'empêcher toute provocation et toute attaque contre des zones civiles en Israël. Ces attaques et échanges inappropriés, qui durent depuis des années, sont la cause principale de l'insécurité, du manque de services et du déséquilibre socio-économique auxquels restent confrontés les habitants de la zone. À cet égard, nous exhortons l'élite politique palestinienne à œuvrer avec sérieux à une réconciliation interpalestinienne solide et ferme, afin d'accorder la priorité aux intérêts de son peuple plutôt qu'à ceux des différentes factions. La Palestine doit se monter unie et s'attaquer aux problèmes pour une vie digne et sûre, qui garantisse la prospérité des générations présentes et à venir. À cet égard, nous appuyons les efforts de l'Égypte, qui travaille à ce jour avec les parties.

Comme je l'ai fait en janvier (voir S/PV.8449), je voudrais rappeler aux parties que l'histoire de leur conflit a connu par le passé des moments difficiles, émaillés d'événements sanglants et destructeurs. Malgré cela, il n'a pas été possible de garantir la sécurité souhaitée par les Israéliens ni de créer un État palestinien reconnu par Israël et la communauté internationale. C'est pourquoi la violence n'est pas et ne sera pas la meilleure option pour résoudre ce conflit. Nous considérons que les deux parties ont le droit de vivre en paix et dans la sécurité.

Je terminerai en réaffirmant la position de la Guinée équatoriale fondée sur les résolutions de l'ONU

et d'autres instruments internationaux en vigueur. Nous défendons la solution de deux États, dans les frontières de 1967, avec Israël et la Palestine se partageant Jérusalem comme capitale, sur la base de négociations entre les parties afin de garantir une coexistence sûre et agréable entre elles, en harmonie avec les autres pays de la région.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Nickolay Mladenov de son rapport éclairant sur la situation au Moyen-Orient et dans les territoires palestiniens occupés. Nous avons également écouté attentivement l'exposé de M^{me} Adele Raemer.

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec la principale conclusion du Coordonnateur spécial, à savoir que les tendances négatives en ce qui concerne un règlement au Moyen-Orient sont non seulement prédominantes, elles approchent aussi d'un point critique. Nous avons observé récemment des tendances dangereuses en ce sens, avec le recours croissant à des mesures unilatérales et des révisions agressives d'accords précédemment conclus. Le vote à l'Assemblée générale le mois précédent et ce mois-ci sur le bloc des résolutions relatives au Moyen-Orient a affirmé l'unité de l'écrasante majorité des États Membres de l'ONU en ce qui concerne les principes généralement reconnus pour un règlement du conflit israélo-palestinien. La Russie a toujours appuyé une solution juste à la question palestinienne sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, des Principes de Madrid et de l'Initiative de paix arabe, qui prévoient la création d'un État palestinien indépendant, souverain et d'un seul tenant territorial dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Nous sommes en profond désaccord avec la décision récente des États-Unis de ne plus considérer les activités de peuplement israéliennes comme une violation du droit international, prétextant qu'ils reconnaissent ce qui serait la réalité de la situation sur le terrain. Cette décision s'inscrit dans le droit fil des décisions prises par l'Administration américaine sur Jérusalem et sa reconnaissance illégitime de la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien occupé, qui constituent des violations flagrantes du droit international. Dans ce contexte, nous tenons une fois de plus à affirmer que le plateau du Golan fait incontestablement partie du territoire syrien. Nous pensons que les tentatives faites pour retirer de l'ordre du jour la recherche d'un règlement durable du conflit israélo-palestinien sont contreproductives. Le seul

moyen fiable de résoudre tous les différends existants passe par la négociation directe entre les parties. À notre avis, il est insensé et dangereux de renoncer aux efforts de relance des négociations, et de les substituer par des mesures économiques qui ne sont que des palliatifs.

Hélas, dans nos récentes discussions à ce sujet, nous avons tourné en rond et répété les mêmes choses encore et encore. L'absence de solution au problème palestinien, qui revêt un caractère fondamental pour l'ensemble de la région, continue d'alimenter les attitudes extrémistes à l'intérieur comme à l'extérieur du Moyen-Orient. Des affrontements armés éclatent périodiquement autour de la bande de Gaza et le mécontentement augmente parmi les Palestiniens et les Arabes ordinaires. Les activités de colonisation israéliennes et la démolition de maisons palestiniennes demeurent des sources constantes de discorde et leur utilisation croissante est mentionnée dans le récent rapport du Secrétaire général (S/2019/938).

Dans ce contexte, il importe plus que jamais de mobiliser les efforts des représentants de la communauté internationale disposés à agir de manière constructive pour appuyer les bases largement reconnues d'un règlement au Moyen-Orient. Nous voulons coordonner nos efforts avec ceux des acteurs internationaux qui ont une influence sur les parties et avec ceux de l'ONU. Il est essentiel que nous continuions de collaborer avec nos partenaires palestiniens et israéliens et avec les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. À cet égard, il semblerait opportun d'envoyer une mission du Conseil de sécurité dans la région.

Pour apaiser la situation et créer les conditions propices à la recherche de solutions politiques, nous exhortons les parties israélienne et palestinienne à s'abstenir de tout discours ou de tout acte agressif. Nous considérons comme inacceptables les activités de peuplement, la démolition de maisons palestiniennes, les attaques contre Gaza et les annonces de projets d'annexion de la vallée du Jourdain, tout comme les tirs de roquettes sur le territoire israélien et l'incitation à la violence.

Israël et la Palestine ont une signification religieuse importante pour des millions d'adeptes des religions monothéistes. La ville de Jérusalem a un statut tout particulier et est un endroit où la nécessité de trouver des moyens d'assurer la coexistence pacifique des adeptes de toutes les religions se fait sérieusement sentir. À cet égard, nous tenons à souligner le rôle historique que joue le Royaume hachémite de Jordanie

en tant que gardien des Lieux saints de la ville. Il est dans l'intérêt de tous les chrétiens, musulmans et juifs d'instaurer une paix durable dans ces lieux.

Nous jugeons également crucial d'appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Nous avons dit à maintes reprises que les activités de l'UNRWA ont non seulement une dimension humanitaire et politique, mais contribuent aussi à la stabilisation dans les territoires palestiniens et dans les États du Moyen-Orient. À cet égard, nous estimons que les tentatives de discréditer l'UNRWA et de le priver de son financement dénotent d'un manque de largeur de vue. Il est naïf et dangereux d'espérer que le problème des réfugiés palestiniens disparaîtra en même temps que l'Office, et nous espérons que les changements à la tête de l'Office n'auront pas d'incidence sur ses activités, qui prouvent leur pertinence et leur efficacité depuis des décennies.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie M. Mladenov de son exposé. Comme toujours lorsqu'il aborde le processus politique, il ne perd jamais de vue le bien-être des peuples palestinien et israélien. Je voudrais également remercier notre seconde intervenante, M^{me} Adele Raemer. Trop souvent, nous parlons de cette question sans vraiment comprendre les répercussions sur le plan humain de la violence qui émane de Gaza. En cette période de fêtes des lumières, il importe que le Conseil fasse le point sur ce que nous voyons clairement et sur ce que nous ne voyons pas. Ce que je dois noter, une fois de plus, c'est à quel point il semble que le Conseil ne veuille pas ou ne puisse pas voir la réalité, à savoir que les Israéliens vivent dans la peur constante d'être attaqués. Au lieu de reconnaître cette réalité, le Conseil tolère une série interminable de condamnations à l'encontre d'Israël. Mais je ne le tolérerai pas. Je l'ai déjà dit et je le répète aujourd'hui : Israël n'a pas de meilleur ami que Kelly Craft. Cela ne surprendra personne dans cette salle de m'entendre dire que l'Administration Trump s'oppose fermement à la résolution 2334 (2016), qui est partielle et injustement critique à l'égard d'Israël. Si j'avais été ambassadrice au moment du vote sur le projet de résolution, j'y aurais mis mon veto. En temps normal, nous ne nous abaisserions pas à examiner plus avant le contenu de cette résolution.

Toutefois, compte tenu des commentaires que nous avons entendus ce matin au sujet des attaques à

la roquette qui menacent des innocents, il ne serait pas inutile d'explorer un élément de cette résolution. La résolution 2334 (2016) est sans ambiguïté sur un point important. Elle condamne tous les actes de violence, y compris les actes de terrorisme, de provocation et d'incitation. À moins que nous ne considérions les tirs de roquettes comme autre chose qu'un acte de violence, nous devons nous rappeler que des millions d'Israéliens vivent chaque jour sous la menace d'une attaque. Il y a un peu plus d'un mois, M^{me} Raemer faisait partie des nombreux Israéliens piégés dans les abris antiaériens de leurs maisons alors que plus de 150 roquettes tirées par le Jihad islamique palestinien s'abattaient sur eux. Pendant ces attaques, les Israéliens ne peuvent pas quitter leurs maisons, alors ils ne le font pas. Pendant ces attaques, il leur est impossible de mener une vie normale, alors ils ne le font pas. Cela va de soi, mais j'ai le sentiment que je dois le préciser; les tirs de roquettes non guidés touchent à la fois les Israéliens et les Palestiniens. À Gaza, des femmes palestiniennes ont également été forcées de se mettre à l'abri alors que des roquettes tirées par des terroristes à partir de quartiers résidentiels surpeuplés passaient au-dessus d'elles. Cette menace constante d'une attaque est la réalité douloureuse de la vie quotidienne de centaines de milliers de personnes - Israéliens et Palestiniens. C'est la menace persistante d'une telle violence qui plane sur tant de personnes qui exclut la possibilité d'une paix durable.

De plus, ces actes de violence sont clairement condamnés par la résolution 2334 (2016). Je dois donc poser la question suivante : le Conseil va-t-il également les condamner? Le Conseil les prendra-t-il au sérieux? Alors que les mauvais traitements réservés à Israël dans les locaux de l'ONU sont aujourd'hui si courants qu'ils ne sont même plus remarqués, ce qui est vraiment remarquable, c'est la résilience du peuple israélien. Parce que, bien que vivant au milieu des s'échos des tirs de roquettes, le peuple israélien promeut et défend la liberté. Il construit des universités, remporte des prix Nobel et mène des recherches novatrices. Israël est une lumière étincelante pour le monde. Doit-il être condamné? Non. Il doit être imité. C'est l'esprit de détermination, de résilience face à la menace qui entretient l'espoir d'une solution pacifique, d'une solution qui favorise et protège la sécurité des Palestiniens comme des Israéliens. Mais cette solution ne sera trouvée que lorsque les deux parties pourront revenir à la table de négociation. À cette fin, le Conseil et les parties en question doivent prendre plus au sérieux la menace de violence qui émane de Gaza, en particulier du Hamas et du Jihad islamique

palestinien. Alors, étant donné que la tâche qui nous attend est difficile et que le monde politique est sombre, soyons celles et ceux qui apportent les bougies pour éclairer la voie.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Mansour (Palestine) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Nous remercions le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nickolay Mladenov, de sa présentation du rapport du Secrétaire général (S/2019/938). Nous avons également écouté l'exposé de M^{me} Raemer.

Alors que les chrétiens du monde entier se préparent à célébrer Noël, les chrétiens palestiniens se joignent à eux pour décorer des arbres, chanter des chants de Noël et prier pour la paix en Terre sainte et dans le monde. Mais la réalité de l'occupation ne les a pas épargnés, même en cette période spéciale de l'année. Israël a empêché les chrétiens palestiniens de Gaza de célébrer Noël à Bethléem et à Jérusalem, les deux villes jumelles séparées, pour la première fois de l'histoire, par un mur honteux. Alors que les Palestiniens se préparent à accueillir une nouvelle année, leur cauchemar est loin d'être terminé. Ils continuent de craindre pour leur vie, pour leur famille, pour leurs maisons et pour leur avenir. Et pourtant, chaque jour, ils trouvent le courage de persévérer. Le peuple palestinien est un peuple très résilient. Il reste inébranlable face à l'adversité et nourrit l'espoir de pouvoir un jour vivre et prospérer sur sa terre dans la dignité et la liberté.

Je voudrais décrire ici la réalité qui est la nôtre, et qui peut se résumer en deux mots : confinement, pour les Palestiniens, et expansion, pour les colonies israéliennes illégales. Lorsque je dis « confinement », les membres du Conseil ont peut-être à l'esprit, et à juste titre, les 2 millions de Palestiniens assiégés dans la bande de Gaza. Mais les Palestiniens de Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, sont également confinés dans les zones où ils vivaient déjà en 1967. Dans ce que l'on appelle la zone C, qui couvre 60 % de la Cisjordanie et qui comprend la vallée du Jourdain, riche en ressources, seulement 1 % du territoire a été consacré au développement palestinien, tandis

que 70 % de cette zone se trouve dans les limites des conseils régionaux des colonies israéliennes illégales. De même, 13 % seulement de Jérusalem-Est, dont une grande partie est déjà construite, a été réservée pour des constructions palestiniennes, tandis que 35 % des terres de Jérusalem-Est ont été confisquées au profit des colonies israéliennes. Le but de cette politique est évident : acquérir le maximum de terres palestiniennes avec un minimum de Palestiniens. L'annexion illégale des terres palestiniennes n'est pas un résultat inattendu de l'occupation israélienne. Elle en est l'objectif global.

Il y a trois ans, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 (2016), réaffirmant le consensus international pour une paix durable et juste, fondée sur le droit international et énonçant les obligations des parties concernées et de la communauté internationale en général. S'il y avait eu application de la loi et du principe de responsabilité, je garantis au Conseil que le rapport du Secrétaire général aurait certainement été différent aujourd'hui. Au lieu de cela, l'exception israélienne et son impunité perdurent, encourageant Israël à poursuivre et à consolider son occupation illégale, au détriment des droits inaliénables du peuple palestinien. La paix exige l'exercice de ces droits, et non l'acceptation de leur déni constant.

Ce matin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 74/139, sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris le droit à leur État indépendant. La résolution a obtenu l'appui de plus de 90 % des États Membres de l'ONU, 160 membres votant pour et cinq contre. Est-ce qu'un tel soutien à notre droit à l'autodétermination, qui est un principe inscrit dans la Charte des Nations Unies et l'une des pierres angulaires de la politique des États-Unis d'Amérique depuis le Président Wilson, serait l'expression d'un parti pris contre Israël? Est-ce qu'il faut qualifier d'anti-Israël les résolutions portant sur les droits des Palestiniens et sur le règlement pacifique de la question de Jérusalem et celles qui sont contre les colonies israéliennes?

Les résolutions de l'Assemblée générale sur la Palestine ont pour fondement la Charte des Nations Unies, le droit international, les droits de l'homme et les résolutions du Conseil lui-même. Pourtant, elles sont qualifiées, et cela est paradoxal, de partiales et d'unilatérales, le représentant israélien ayant affirmé que les pays qui forment l'Assemblée générale manquent de moralité. L'Assemblée générale ne manque pas de moralité. C'est plutôt le cas de ceux qui occupent nos territoires et favorisent l'occupation. L'Assemblée

générale est plus universelle et plus représentative aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. Par conséquent, Israël ne peut pas se féliciter de la résolution 181 (II) – comme l'a souligné son représentant il n'y a pas longtemps à l'Assemblée générale – et féliciter l'Assemblée de l'avoir adoptée il y a 70 ans, tout en rejetant toutes les autres résolutions adoptées depuis lors. L'approche très sélective d'Israël par rapport aux résolutions des organes de l'ONU et au droit international, qui consiste à revendiquer ses droits et à mépriser ses obligations, ne doit jamais être tolérée ou encouragée.

L'affirmation selon laquelle l'ONU adopte un nombre disproportionné de résolutions sur le conflit israélo-palestinien est une manipulation qui ne tient pas compte des faits essentiels et du contexte. Toute référence au nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question de Palestine doit être analysée dans le contexte de la paralysie du Conseil de sécurité en ce qui concerne le conflit. C'est là que résident le véritable déséquilibre et la partialité.

Au cours de la dernière décennie, sur les 636 résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, seules deux portent sur le conflit israélo-palestinien – deux seulement au cours des 10 dernières années – à savoir la résolution 1860 (2009), pour mettre fin à la guerre d'agression contre notre peuple à Gaza en 2009, et la résolution 2334 (2016). De même, sur les 271 déclarations de Président adoptées au cours de la dernière décennie, trois seulement portent sur la Palestine et Israël – trois seulement sur 271.

Par conséquent, les affirmations selon lesquelles l'ONU met à l'index Israël par un nombre excessif de résolutions sont partiales et trompeuses au mieux, et biaisées au pire, car ces affirmations ne font aucun cas de la situation qui règne au sein du Conseil, où c'est le contraire qui est vrai et où toute tentative de répondre au mépris flagrant d'Israël pour le droit international, l'autorité du Conseil et de ses résolutions, notamment la résolution 2334 (2016), reprise une fois de plus dans le rapport du Secrétaire général, est bloquée.

Le Conseil de sécurité n'a adopté aucune résolution concernant le conflit israélo-palestinien en vertu du Chapitre VII, même si plus de 50 % des résolutions adoptées pour d'autres conflits au cours des 10 dernières années sont régies par le Chapitre VII. Sur un total de 636 résolutions adoptées au cours des 10 dernières années, aucune parmi la moitié qui l'ont été en vertu du Chapitre VII n'est liée au conflit

israélo-palestinien, même si la réalité indique qu'une telle décision est nécessaire.

Le sort de la région dépend dans une large mesure de la capacité de la communauté internationale à montrer que la volonté de parvenir à la paix est plus forte que la volonté d'Israël de coloniser la Palestine. Nous demandons au Conseil et à tous les États d'agir maintenant pour faire progresser l'application du principe de responsabilité, la justice, la liberté et la paix dans l'intérêt du peuple palestinien, du peuple israélien, des générations futures, de la paix et de la sécurité régionales et mondiales, et d'un ordre international fondé sur des règles.

Avant de conclure, j'aimerais prendre un moment pour exprimer notre profonde gratitude aux membres sortants du Conseil de sécurité qui terminent leur mandat avec honneur et mérite. Nous remercions et félicitons les délégations du Koweït, de la Côte d'Ivoire, de Guinée équatoriale, du Pérou et de la Pologne. Je souhaite également à tous de joyeuses fêtes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Danon (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Votre direction et votre clarté morale ont déjà des effets positifs sur les travaux du Conseil, et je suis certain que cela continuera.

Je remercie M. Mladenov de son exposé, et je remercie également M^{me} Raemer de nous avoir fait part aujourd'hui de son histoire émouvante. Elle a fait preuve de courage par son témoignage poignant et utile. J'espère que les membres du Conseil ne l'oublieront pas.

Le témoignage de M^{me} Raemer a montré comment le Hamas, financé par l'Iran, et le Jihad islamique palestinien terrorisent depuis plus d'une décennie les civils vivant à la frontière de la bande de Gaza. Toute une génération vit en étant consciente à tout moment de l'endroit où se trouve le bunker le plus proche. Une génération entière souffre du traumatisme causé par la crainte que les bruits entendus dans la nuit soient ceux d'un tunnel de la terreur creusé sous leur lit.

Plusieurs membres du Conseil nous ont rappelé aujourd'hui, comme ils l'ont déjà fait à maintes reprises, que la vie de l'autre côté de la frontière est difficile également, et ils ont raison. Il est en effet difficile d'être un civil dans la bande de Gaza. En fait, il est difficile

d'être un civil partout où le régime iranien a déployé ses tentacules de la terreur. Le régime iranien est déterminé à imposer une révolution radicale et dangereuse à la région. Au cœur de cette stratégie, il y a ses supplétifs. Partout où ils se trouvent, ils sèment la terreur et la violence contre les civils innocents. Ils n'ont que faire du sort des civils des pays hôtes. Ils les utilisent comme boucliers dans leur entreprise de diffusion de l'idéologie extrémiste de Téhéran. Ils traumatisent les innocents et ajoutent aux souffrances des personnes vulnérables.

Voilà pourquoi il est difficile d'être un civil en Israël vivant près de la frontière. Il est difficile aussi d'être un civil à Gaza, en Iraq, au Liban, au Yémen et en Syrie. Le régime iranien cause du tort aux civils de part et d'autre de la frontière de la bande de Gaza. Il finance le Hamas et le Jihad islamique palestinien. Il leur ordonne de tirer des roquettes sur les civils israéliens. Il aide le Hamas à utiliser les fonds fournis par certains membres du Conseil pour creuser des tunnels et fabriquer des roquettes, au lieu de construire des hôpitaux et des écoles.

Pas plus tard que la semaine dernière, le Plan d'aide humanitaire pour 2020 a été dévoilé ici dans ce bâtiment, l'objectif étant de fournir des centaines de millions de dollars à la bande de Gaza. Nous espérons que ces fonds bénéficieront aux habitants de Gaza. Mais ce ne sera pas le cas. Je peux assurer les personnes présentes qu'une fois encore, ces fonds seront détournés pour servir un projet extrémiste qui consiste à employer des tactiques terroristes et à causer du tort aux civils, Israéliens comme Palestiniens. Certes, Gaza a besoin de fonds, mais aussi longtemps que le Hamas, soutenu par l'Iran, sera au pouvoir, nous pouvons être sûrs que cet argent n'ira pas là où il est prévu.

Amir Abou Oun, 19 ans, était parmi les milliers de jeunes descendus dans les rues de Jabaliya en mars pour protester contre les politiques du Hamas. Le premier jour où il a participé à ces manifestations pacifiques, il a été battu par les éléments du Hamas. Le second jour, il a été arrêté et détenu pendant cinq jours, durant lesquels il a été privé de nourriture et, de nouveau, battu. La République islamique n'a que faire du sort des civils dans la bande de Gaza. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

Il n'y a pas qu'à Gaza que le régime iranien cause du tort aux civils, il le fait aussi en Iraq où les milices chiites iraniennes ont réprimé dans la violence les récentes manifestations qui avaient éclaté dans ce pays. Ces milices sont en partie responsables de la mort de plus

de 400 Iraquiens, et en ont blessé plus de 20 000 autres. Ces civils protestaient contre la situation économique et la corruption des gouvernements, qui sont le résultat de l'ingérence iranienne dans le pays. Ayat, 23 ans, est étudiante en médecine. Sur son compte Twitter, elle a écrit qu'il y avait des manifestants dans les rues près de la place Tahrir, à Bagdad. Que les personnes à qui elle a prodigué des soins étaient des adolescents. Elle ajoute : « Ils pouvaient tirer sur nous à tout moment et, à tout moment, nous pouvions mourir ». La République islamique n'a que faire du sort des civils en Iraq. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

Le régime iranien cause du tort aux civils au Liban. Le régime iranien a créé le Hezbollah dans les années 80. Depuis plus de trois décennies, le Hezbollah s'emploie à diffuser les idéologies extrémistes qu'il partage avec le régime. Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, aurait déclaré que le Hezbollah à davantage foi en l'ayatollah Khamenei qu'en la Constitution libanaise. Le mois dernier à Beyrouth, les manifestants scandaient : « Ici c'est le Liban, pas l'Iran ». En réponse, ils ont été attaqués et passés à tabac par le Hezbollah. La République islamique ordonne au Hezbollah d'utiliser les habitations civiles et les écoles pour stocker des roquettes et de creuser des tunnels sous les villes et les villages israéliens. Fait extrêmement grave pour nous, le régime fournit au Hezbollah des équipements qui lui permettent de convertir des roquettes en missiles à guidage de précision susceptibles de déclencher une guerre dans la région – une guerre dont les civils libanais payeraient le prix –, et ce uniquement pour promouvoir l'idéologie du régime. La République islamique n'a que faire du sort des civils au Liban. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

Le régime iranien cause aussi du tort aux civils au Yémen. Le régime finance, arme et entraîne les forces houthistes. Sur leur drapeau, les houthistes ont inscrit ce slogan : « Allah est le plus grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les juifs, victoire à l'islam ». C'est exactement le discours qu'on entend en provenance de la République islamique. Le régime iranien laisse les houthistes faire porter à des enfants les armes qu'il leur fournit. Les houthistes comptent plus de 18 000 enfants soldats dans leurs rangs. La crise humanitaire au Yémen est la plus grave au monde. Environ 80 % de la population, dont 12 millions d'enfants, ont besoin d'aide humanitaire. L'appui que le régime iranien fournit aux houthistes est responsable de la prolongation de cette crise. La République islamique n'a que faire du sort des

civils au Liban. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

La Syrie en est un autre exemple. Les forces terrestres du Corps des gardiens de la révolution islamique, la Force Al-Qods et les services de renseignement ont tous été déployés pour maintenir Bashar Al-Assad au pouvoir, à n'importe quel prix – des milliards de dollars –, tandis que 400 000 civils syriens ont été tués dans cette guerre civile, dont beaucoup par des hommes formés par le régime iranien et avec des armes fournies par le régime. La République islamique n'a que faire du sort des civils en Syrie. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

Le régime iranien cause du tort aux civils dans son propre pays. Des citoyens iraniens sont descendus dernièrement dans la rue pour exercer leur droit fondamental de critiquer les politiques de leur gouvernement – des politiques qui font passer l'idéologie expansionniste du régime avant le bien-être des civils iraniens. En réponse, le régime iranien a tué plus de 200 civils et en a blessé des milliers d'autres. Pouya Backhtiari, un ingénieur électricien âgé de 27 ans, a été tué par balle le 16 novembre à Mehrshahr alors qu'il participait aux manifestations avec sa mère et sa sœur. Pouya avait un compte Instagram actif suivi par plus de 14 000 personnes, sur lequel, malgré les menaces, il partageait ses opinions sur le régime. En route vers la manifestation au cours de laquelle il a été tué, il a enregistré un message vidéo à l'attention de ses abonnés, leur disant :

« Eh les gars, il ne faut pas rater cette occasion. Détruisons une fois pour toutes ce régime criminel et corrompu qui, depuis 40 ans, a rendu les Iraniens misérables ».

Tandis que le sang coule dans les rues de Téhéran, l'argent continue d'affluer en direction des supplétifs et des alliés du régime, causant de nouvelles effusions de sang dans toute la région. Pendant ce temps, les prévisions indiquent qu'en mars 2020, 57 millions d'Iraniens vivront en dessous du seuil de pauvreté absolue. Il n'est donc pas étonnant d'entendre les manifestants en Iran scander : « Ni pour Gaza, ni pour le Liban, je ne donne ma vie que pour l'Iran ». Mais la République islamique

n'a que faire du sort de ses civils. Tout ce qui l'intéresse, c'est diffuser son idéologie extrémiste.

Partout où le régime iranien déploie ses tentacules de la terreur, les civils souffrent. La République islamique reste la plus grave menace à la sécurité et à la stabilité de la région. Pourtant, nombre de membres du Conseil et de la communauté internationale s'efforcent d'apaiser le régime. Depuis des années, Israël n'a de cesse d'avertir que les ambitions nucléaires et expansionnistes du régime constituent une menace pour le monde entier. Nous avons averti que le régime est prêt à tout sacrifier, même la vie de civils innocents, pour promouvoir son agenda. Cette politique d'apaisement n'a rien fait pour le freiner.

Aujourd'hui, nous avons entendu M^{me} Raemer nous dire depuis Israël ce que cela signifie d'être un civil victime depuis des années de la République islamique. Nous aurions pu entendre aujourd'hui le témoignage d'un civil qui vit à Gaza, en Iraq, au Liban, au Yémen, en Syrie ou en Iran, et son expérience de la vie sous l'influence du régime aurait été similaire. Dans tout le Moyen-Orient, des civils risquent leur vie pour exprimer leur opposition à la présence du régime dans leurs pays. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour contrer les ambitions régionales du régime.

Il est temps que la communauté internationale se mobilise et se joigne à eux. Il faut que leur courage ait un effet catalyseur. Il faut accroître la pression sur le régime iranien pour qu'il cesse de répandre la terreur dans la région et dans le monde et de promouvoir son programme nucléaire. Nous devons suivre l'exemple de notre allié américain, abandonner l'accord iranien et appliquer de nouvelles sanctions. Le régime iranien ne se soucie nullement des civils dans la région, mais les civils de la région espèrent que ce n'est pas le cas du Conseil de sécurité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 20.